

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE
UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I
ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE

REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND
THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I
HIGHER TEACHER TRAINING
COLLEGE
HISTORY DEPARTMENT



**LA DYNAMIQUE EVOLUTIVE DU DISCOURS POLITIQUE
AU CAMEROUN : DU CONCEPT D'UNITE NATIONALE AU
CONCEPT D'INTEGRATION NATIONALE 1960-2014**

Mémoire présenté et soutenu en vue de l'obtention du Diplôme de
Professeur d'Enseignement Secondaire Deuxième Grade
(D.I.P.ES II)

Par
Paul OUMAROU
Licencié en Histoire

Sous la direction de
Pr. Robert K. KPWANG
Maitre de conférences

Année académique 2015-2016

A
mes parents
pour leurs efforts et sacrifices

RESUME

Le discours politique au Cameroun est sans conteste dominé, depuis les indépendances, par les concepts « d'unité nationale » et « d'intégration nationale » que les pouvoirs publics n'ont jamais cessé de présenter comme « le grand chantier national » dans lequel ils se sont investis en permanence et sans ménagement. Cette formule a été invoquée pour donner sens et contenu à la démarche des régimes qui se sont succédé. Face aux contentieux majeurs ayant marqué la société camerounaise depuis lors jusqu'ici, l'Etat postcolonial a surtout répondu par divers moyens qu'il avait à sa disposition pour pouvoir s'imposer. Dès lors, l'objectif de conservation d'unité nationale et de culture de sentiment des sujets d'appartenir à une seule nation et de contribuer comme un seul homme à sa construction est-il effectivement atteint ?

Ainsi, l'indépendance, la réunification, l'unification, la démocratie, la paix et la stabilité politique sont présentées aujourd'hui comme les trophées des régimes ayant succédé à la tête de l'Etat camerounais. En dépit de certaines pesanteurs qui ont des conséquences sur le développement du pays, les pouvoirs publics doivent davantage multiplier les efforts en ce qui concerne la construction de l'Etat au Cameroun pour enfin parvenir à une cohésion nationale et parler d'une diversité dans l'unité.

ABSTRACT

Political speech in Cameroon is anyway dominated since the independence, by some items such as national unity and national integration always presented by public powers as “a working site” where they have been working permentaly. The preceding item has been implemented to give a meaning and content of regimes which succed. The major problem which has marked the Cameroon society up to date. The colonial state has answered with different means in its disposition to impose it self.

Therefore, the independence, the reunification, democratic, peace political stability are presented today as regimes rewords which succeeded each other in t he head of Cameroonian state. Inspite of some items which have some consequence in country development. Public powers must make some efforts concerning the state construction in Cameroon, in other to reach to a national cohesion and to talk about diversity in unity.

SOMMAIRE

DEDICACE.....	i
RESUME.....	ii
ABSTRACT	iii
SOMMAIRE	iv
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	vi
LISTES DES ILLUSTRATION	vii
REMERCIEMENTS.....	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE 1 : LA CARTOGRAPHIE DES GROUPES ETHNIQUES DU CAMEROUN.....	13
I- LES PRINCIPAUX GROUPES ETHNIQUES DU NORD-CAMEROUN	13
II- LE PEUPEMENT DE LA PARTIE SUD DU CAMEROUN	20
CHAPITRE 2 : AHMADOU AHIDJO ET LE « CONCEPT D’UNITE NATIONALE ».....	27
I-UNE VOLONTE MAINTES FOIS EXPRIMEE DE CONSTRUCTION NATIONALE A TRAVERS LE SLOGAN « D’UNITE NATIONALE ».....	27
II-UNE CONCENTRATION DU POUVOIR ENTRE LES MAINS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.....	40
CHAPITRE 3 : PAUL BIYA ET LE CONCEPT D’INTÉGRATION NATIONALE.....	47
I-UNE CONTINUITE DE NATURE A SATISFAIRE FIDELES ET CLIENTS.....	49
II- LES CHANGEMENTS D’OBJECTIF A LONG TERME DONNANT UNE PERSPECTIVE A LA RUPTURE	55
CHAPITRE 4 : BILAN ET PERSPECTIVES A L’ERE DE LA MONDIALISATION	67
I-L’UNITE ET L’INTEGRATION NATIONALES AU CAMEROUN, DES ACQUIS AU REGARD DES ENJEUX	67

II-LA NECESSITE DE CONSOLIDER L'INTEGRATION AU REGARD DES ENJEUX	83
CONCLUSION GENERALE	91
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	94
ANNEXES	101

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

SDN : Société Des Nations

ONU : Organisation des Nations Unies

ARCAM : Assemblée Représentative du Cameroun

ATCAM : Assemblée Territoriale du Cameroun

ALCAM : Assemblée Législative du Cameroun

UNICAFRA : Union Camerounaise Française

RACAM : Rassemblement Camerounais

KEDGV : *kamerun Eingeborenen Deutsch Gesinnten Verein*

UPC : Union des Populations du Cameroun

FALSH : Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines

BDC : Bloc Démocratique Camerounais

UC : Union Camerounaise

OK : *One Kamerun*

KNDP : *Kamerun National Democratic Party*

AN : Assemblée Nationale

RDPC : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais

FMI : Fond Monétaire International

BM : Banque Mondiale

SDF : *Social Democratic Party*

CAN : Coupe d'Afrique des Nations

OUA : Organisation de l'Unité Africaine

CIJ : Cour Internationale de Justice

PPTE : Pays Pauvre Très Endettés

LISTES DES ILLUSTRATION

Photo n° 1: Ahidjo et Foncha respectivement président et vice-président de la république Fédérale du Cameroun	34
Photo n° 2: B. Paul, deuxième président de la République du Cameroun.....	48
Photo n° 3: Le monument des cinquantenaires de la réunification à Buea.....	72
Photo n° 4: Le monument de la réunification du Cameroun	79

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail de recherche et avant tout, nous avons l'obligation de reconnaissance que nous voudrions sincèrement exprimer ici. Nous remercions particulièrement notre directeur, le Pr. Robert KPWANG qui, malgré ses multiples occupations, nous a accompagnés.

Nous voudrions aussi dire notre profonde gratitude à tous les professeurs du département d'histoire de l'ENS, pour leurs formations et le culte de l'effort qu'ils nous ont inculqué.

Nos remerciements vont aussi à l'endroit de tous les enseignants du département de géographie et ceux du département des sciences de l'éducation pour leur contribution massive à notre formation intellectuelle.

A tout le personnel des centres de documentation et tous nos informateurs, nous leur en sommes gré pour leur disponibilité.

Mes remerciements s'adressent de façon spéciale à la famille de Haman Bouba et Mr Bouba Zourmba. Que de fatigue ils ont enduré ! Que de sacrifices ils ont dû consentir pour une recherche aussi absorbante qu'épuisante.

Notre gratitude va également à l'endroit de tous nos camarades de la 55^{ème} promotion de l'ENS de Yaoundé pour leur encouragement sans faille ensuite à tous mes amis et frères qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la réalisation de ce travail. Il s'agit de : Madi Bouba, Madi Toumba, Miazaoudi F. Yabè T., Toumba F., Toumba B., Haman B., Blaowè J.M., Nicolas, Nourou, Samuel, A. Olivier et Fanta B. Cécile. Vous parents (Douri J P& Asta T.), (Haman Bouba&Adoma V. S) et les enfants pour votre soutien matériel, nous vous sommes toujours reconnaissants. Et tous ceux que je n'ai pas pu citer les noms et dont de près ou de loin, ont apporté leur modeste contribution à la réalisation de ce travail, je dis aussi mes sincères remerciements.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Raisons du choix du sujet

Le thème intitulé « La dynamique évolutive du discours politique au Cameroun : du concept d'Unité Nationale au concept d'Intégration Nationale (1960-2014) fait l'objet de notre réflexion.

Vouloir isoler dans l'histoire de l'Afrique celle d'un triangle qui deviendra le Cameroun, et s'en tenir à ses strictes limites territoriales, est une entreprise fatalement artificielle et passablement délicate. Le Cameroun est une Afrique en miniature, a-t-on coutume de dire.

Montrer que le Cameroun est diversité humaine, culturelle et géographique et que cette « exception plurielle » se manifeste également par des parcours colonial et postcolonial atypiques.

« Il n'y a pas de grand peuple sans mémoire du passé » a-t-on coutume de dire, il est question de montrer la genèse du Cameroun et son évolution politique.

INTERET DE LA RECHERCHE

Le contexte même de la genèse de ce sujet nous impose tout d'abord un intérêt social. La présente étude entend donner une lecture de la construction de l'Etat engagée au Cameroun au lendemain de l'indépendance par le président Ahidjo .En effet, 55 ans après l'accession à la souveraineté internationale, l'on note des efforts considérables certes, mais le succès n'est pas total au sein de la Nation. Cette réflexion tente donc de poser les jalons, ceci en allant s'abreuver aux sources mêmes de la construction nationale .Cependant, le présent travail

revêt également un intérêt historique et académique. Or, « la pensée d'un auteur, un mouvement scientifique est en rapport avec le milieu social qui le suscite » selon Saint-Arnaud¹. En effet, notre parcours en histoire à l'École Normale Supérieure étant sanctionné par la rédaction d'un mémoire de diplôme II, nous ne saurions cacher notre passion pour l'histoire de l'Unité Nationale et de l'Intégration qui lui sont intimement liées. Tout en étant conscient de l'émouvante littérature existant sur ce pan de notre histoire, une contribution n'étant de trop, nous voulons apporter notre pierre angulaire, somme toute modeste, à la connaissance de l'histoire du Cameroun diversifiée et impressionnante. Emile Durkheim affirme : « les mots de la langue usuelle comme les concepts qui les expriment sont toujours ambigus et le savant qui les exploiterait tel qu'il les reçoit de l'usage sans leur faire subir d'autres élaborations s'exposerait aux plus graves confusions »². Aussi ajoute-t-il,

Toute investigation scientifique porte sur un groupe déterminé de phénomènes qui répondent à une même définition(...) la première démarche du chercheur (...) doit être de définir les choses dont-il traite afin que l'on sache de quoi il est question(...) c'est la première et la plus indispensable condition de toute preuve et de toute vérification.

DEFINIR LE CADRE CONCEPTUEL

Il importe de dissocier le concept « d'unité nationale » et d' « intégrité nationale » pour mieux les appréhender. D'après le dictionnaire de droit constitutionnel, « une population ne forme une nation que si les individus qui la composent ont conscience de faire partie d'une communauté ancrée dans l'histoire, caractérisée par certains traits culturels (langue, religion) et animée d'un vouloir vivre ensemble ». La nation est définie comme « une communauté généralement fixée sur un même territoire déterminée dont la réalité résulte de caractéristiques ethniques, linguistiques, culturelles, de coutumes sociales et de

¹ P. Saint-Arnaud, *William Grammar Sumner et les débuts de la sociologie américaine*, Québec, Presse de l'Université de Laval, 1984, p.10.

² E. Durkheim, *Les règles de la méthodologie sociologique*, Paris, PUF, 1981, p. 35.

traditions historiques et religieuses, tous facteurs qui développent un sentiment d'appartenance et des aspirations politiques trouvant leur manifestations essentielles dans la volonté collective de s'ériger en corps souverain au regard de droit international » . Dans cette aspiration, elle se confond à l'Etat.

La nation se définit de façon simple comme un groupement d'hommes ayant entre eux des affinités tenant à des éléments commun à la fois objectifs (race, langue, religion, culture) et subjectifs (passé commun, bataille commune, sentiment de filiation, la volonté de vivre ensemble). L'unité quant à elle se réfère au caractère de ce qui est un, unique, indivisible. C'est la qualité d'un tout sur lequel règne un régime unique.

Une autre définition la rapproche de l'union, en faisant de l'unité le caractère de ce qui est considéré comme formant un tout dont les diverses parties concourent à constituer un ensemble indivisible. Le concept d'unité nationale dont la finalité est plus aisée à appréhender, apparait comme plus complexe à définir, d'abord parce que composé de deux mots dont la mise en commun rend le sens redondant : La nation se définit par son unité. Ainsi entendu, partant de l'histoire coloniale et post coloniale et de la dynamique de l'Etat du Cameroun, Il convient de rappeler que la marche vers l'unité parfaite du Cameroun semble être un idéal, une idéologie ou un mythe, et constitue sans conteste un processus lent et complexe.

L'intégration nationale a quant à elle plusieurs connotations, que ce soit dans les discours, les pouvoirs publics et même l'analyse populaire. Selon Emile Durkheim, c'est un processus par lequel l'individu participe à la vie sociale de sa nation. De manière courante, c'est la situation d'un individu ou d'un groupe qui est en interaction avec les autres groupes ou individus et qui partage les valeurs et les normes de la société à laquelle il appartient. En clair c'est l'adhésion des individus aux valeurs de leur nation.

CADRE SPATIO-TEMPORELLE DE LA RECHERCHE

Au cours de ce travail de recherche qui a la particularité de porter sur des thèmes, des concepts et des événements évolutifs, il s'est avéré opportun de délimiter le cadre spatio-temporel. L'espace d'étude considéré ici est le Cameroun, pays situé en Afrique centrale au fond du golfe de Guinée.

Le cadre temporel de notre étude est clairement établi. Ainsi, nous avons choisi la période allant de 1960 à 2014. 1960 marque l'année de l'indépendance du Cameroun francophone.

La deuxième borne chronologique de notre étude n'est non plus fortuite. En effet, l'année 2014 marque la célébration des cinquantièmes de la réunification du Cameroun.

PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE

Tout travail de recherche passe incontestablement par la présentation d'une problématique centrale, car elle peut être considérée comme l'intermédiaire entre la forme et le contenu de la connaissance scientifique³.

Madeleine Grawitz⁴ dira que :

Elle correspond à un besoin de cohérence logique, met en œuvre un ensemble de problème qui oriente la recherche et un corps de concept qui, directement ou indirectement, débouchent sur des hypothèses rendant compte d'un contenu riche de conflit.

La problématique c'est l'ensemble construit, autour d'une question principale, des hypothèses de recherche et des lignes d'analyses qui permettront de traiter le sujet choisi⁵. Ainsi donc dans ce travail il s'énonce comme suit :

Il est important de mentionner ici que de tous les pays ayant accédé à

³ Biloa Tang, E.-T. "La politique étrangère du Cameroun à l'ère de la transition vers le nouvel ordre mondial (1990-2001). Une analyse sous le prisme des politiques publiques", thèse de Doctorat 3^e cycle en RI, IRIC/UYII, 2002, p. 11.

⁴ Grawitz M. *Méthode de recherche en science sociale*, Paris, Dalloz, 11^e éd., 1993, p. 4. »

⁵ Beau M, *Ibid.*, 2006, p. 55.

l'indépendance, le Cameroun est l'un des pays qui a le plus souffert car il a connu une « décolonisation violente » qui s'est d'ailleurs poursuivie au lendemain des indépendances avec le maquis dans certaines régions du pays. Cette tendance a joué un rôle indéniable dans le processus de construction de l'Etat au Cameroun. Le credo du choix camerounais fut ainsi tempéré par la recherche d'une stabilité quasi certaine à travers l'unité nationale.

Cette aventure franchit un cap important à la faveur du changement du régime intervenu à la tête de l'Etat Camerounais avec comme crédo l'intégration nationale mais poursuivant le même objectif celui de la construction de l'Etat au Cameroun.

En effet, le Cameroun est déjà d'une grande diversité nationale. Des mots du Révérend Père Engelberg Mveng⁶, le Cameroun est la « terre du milieu de l'Afrique » : Le point de rencontre des régions septentrionale, occidentale et centrale d'Afrique, une terre d'une hétérogénéité géographique et culturelle extrêmement remarquable.

Alors, la diversité des tribus et des ethnies, la multiplicité des familles spirituelles constituent-ils un sérieux handicap aux efforts de construction nationale ou du moins concourent plutôt à susciter la mystique salutaire de l'unité et de l'intégration nationales au Cameroun ? L'objectif de conservation de l'unité nationale et de culture de sentiment des sujets d'appartenir à une seule nation et de contribuer comme un seul homme à sa construction avec un ardent désir de vivre ensemble est-il effectivement atteint ? Tel sera le cadre d'analyse à partir duquel nous allons mettre en évidence les concepts « d'unité » et « d'intégration » dans le processus de construction de l'État au Cameroun.

⁶ E. Mveng, *Histoire du Cameroun*, Tome I, Yaoundé, Ceper, 1985.

REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE

Yves-Alexandre Chouala⁷ écrivait que toute construction scientifique est une immense combinatoire, une reformulation et une création nouvelle à partir du déjà là et Jean-Pierre Frangnière de dire que :

On est rarement le premier à aborder une question, ou plus précisément, le champ thématique que l'on entreprend a été déjà balisé par des études voisines, ou bien il se réfère à des termes fondamentaux sur lesquels les bibliothèques entières ont été écrites.

Ainsi donc, il est nécessaire de faire l'inventaire des travaux relatifs à la thématique de concept d'unité et d'intégration au Cameroun. Que ce soit «la revue de la littérature»⁸ pour les uns ou «l'Etat de la question»⁹ pour les autres, c'est un exercice important car il jette les bases de l'orientation ou la réorientation même de la thématique choisie. Ainsi donc, la construction de l'Etat au Cameroun à travers le concept d'unité et celui de l'intégration nationale a fait l'objet d'une immense littérature.

L'ouvrage que nous considérons comme pionnier dans ce sens est bien celui d'Adalbert Owona¹⁰. L'ambition de l'auteur ici est claire que le titre de son Opus : *restaurer la colonisation allemande (1884-1916)* en tant que souche référentielle de l'Etat camerounais, ancêtre fondateur et élément structurant de cette entité territoriale par les Allemands. Et il entendait justement le processus de naissance du Cameroun, en tant que finitude territoriale, l'auteur n'ose pas pousser son étude au-delà de la colonisation allemande or le nationalisme camerounais prend véritablement ses racines non pas pendant la présence

⁷ Choua. Y.-A. "Désordre et ordre dans l'Afrique Centrale actuelle : démocratisation, conflictualisation et transition géostratégique", Thèse de Doctorat 3^e cycle en Relations Internationales (RI), IRIC/UYII, 1999, p. 39.

⁸ M. Beaud, *L'art de la thèse. Comment préparer et rédiger un mémoire de master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du net*, Paris, La découverte, 5^e Ed. 2006, p. 43.

⁹ R. Quivy et L.-V. Campenhoudt, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1995.

¹⁰ Owona A., *La naissance du Cameroun (1884-1916)*, Paris, Harmattan, 1996 Louis-Marie Nkoum-Me-Ntseny, "note de lecture à propos de la naissance du Cameroun 1884-1916 d'Adalbert Owona", Paris Harmattan, 223p », polis, CPSR, vol3, N°1, 1997, p.125.

allemande, mais après leur départ. Il s'agissait certes d'une sorte de manifestation de la nostalgie des populations indigènes à l'égard des Allemands, davantage d'un mouvement dont l'ambition était de calmer la capacité du territoire laissé par ces derniers à s'autodéterminer après la Première Guerre Mondiale.

Cet avis est aussi celui d'Emmanuel Tchumtchoua¹¹, qui insiste dans ses développements sur le fait que, la prétendue "*germanophilie*" des camerounais ne devait nullement être considérée comme une adhésion à ces derniers aux thèses Nazis, mais davantage comme un moyen pour eux de rejeter les administrations britannique et française. L'auteur montre par ailleurs que c'est là que se situe le début des groupes des pressions, sorte de réponse à la balkanisation du territoire allemand. Ce qui devait inciter les administrations coloniales à riposter pour contrer le nationalisme naissant, alors activement animé par la *Kamerun Eingeborenen Deutsch Gesinnten Verein* (KEDGV).

Mais le cours de l'histoire étant irréversible, la même Jeunesse camerounaise Française fondée par les français dans leur territoire, devait évoluer en Union Camerounaise Française(UNICAFRA) puis en Rassemblement Camerounaise(RACAM) et enfin en Union des Populations du Cameroun(UPC), pilier du mouvement nationaliste au Cameroun français dès la fin de la décennie 1940.

Malheureusement l'ouvrage de Tchumtchoua nous paraît géographiquement limitatif sur la question de la construction nationale au Cameroun, puisqu'il exclut les développements apparus au Cameroun anglophone au courant de la même période. Telle n'était sûrement pas l'ambition de l'auteur qui avait d'ailleurs exprimé clairement son vœu dans le sous-titre de son ouvrage, celui de montrer « l'éclosion du nationalisme » au Cameroun français. D'ailleurs telle est généralement le péché de la plus part des

¹¹ Tchumtchoua E., *De la Jeucafra à l'UPC. L'éclosion du nationalisme camerounais*, Yaoundé, CLE, 2006.

études sur la construction de l'Etat au Cameroun qui sont limitées soit dans le temps, soit dans l'espace.

L'ouvrage de Jean-François Bayart, aborde le problème de la construction des Etats en Afrique en général et au Cameroun en particulier à son véritable niveau stratégique : le secret de la stabilité politique, c'est avant tout la capacité du leader qui immerge à constituer autour de lui et à renforcer une coalition de pouvoir qui devient une véritable classe dirigeante. Telle est pour l'auteur, la clé du succès d'Ahidjo, l'ouvrage fait apparaître les deux pôles du système politique camerounais, à savoir le président Ahidjo et l'Alliance hégémonique qu'il va progressivement créer autour de lui, qu'il va dominer et réguler, tout en exprimant les intérêts communs et fondamentaux. Ahidjo est à la fois l'artisan, le ciment et le dénominateur commun de la coalition. Mais celui-ci se limite seulement à la période Ahidjo.

MÉTHODOLOGIE ET TECHNIQUE DE COLLECTE DES DONNÉES

Les concepts d'unité et d'intégration nationale au Cameroun en tant que dynamique de recomposition de l'ordre politique au Cameroun relevant de la perspective de « l'histoire immédiate »¹², soulèvent de grandes questions épistémologiques. En tant que phénomène en cours, le discours politique au Cameroun apparaît fluide c'est-à-dire qu'il refuse de s'enfermer dans le monisme analytique ; d'où la nécessité d'une analyse pluridisciplinaire car « le but de la science est une connaissance et une compréhension meilleur de tout ce qui existe »¹³.

De fait, la méthode s'entend comme « l'ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre, les vérifie »¹⁴. Elle est aussi « le fondement de la scientificité de toute recherche et constitue l'ensemble des opérations

¹² Soulet J.-F., *L'histoire immédiate. Historiographies, sources et méthodes*, Paris, Armand Colin, 2009.

¹³ Kourganoff V., *La recherche scientifique*, Paris, PUF, 1958, p. 40, cité par J. P. Frangnière, *comment réussir un mémoire*, p. 79

¹⁴ Grawitz M., *Méthode de recherche en science sociales*, p.3.

matérielles permettant aux chercheurs de transcender les obstacles qui jonchent le parcours conduisant à la vérité”¹⁵. Aussi, Grawitz renchérit :

Dans une recherche, la nature même des informations qu’il convient de recueillir pour atteindre l’objectif, commande des moyens employés pour le faire. On ne chasse pas les papillons avec les hameçons en admettant que l’on puisse attraper parfois, des papillons avec un filet à papillons. Il est donc indispensable d’approprier l’outil à la recherche.¹⁶

De prime abord, l’on pourrait considérer que la thématique que nous ambitionnons de traiter est plus du domaine de la science politique que de l’histoire. Mais il n’en est rien car dit le Pr. Dieudonné Oyono, “l’approche historique est la pierre angulaire de l’étude de la politique internationale”¹⁷. C’est pourquoi notre méthode combinatoire de la méthode empirico-inductive fait de la constatation des faits suivi de l’analyse.

La démarche systémique nous sera d’une importance notoire dans la mesure où elle est “interactionniste en ce sens qu’elle met l’accent sur les interactions entre les membres d’un système ainsi que les échanges entre le système et son environnement”¹⁸.

Dans l’optique de mieux élucider cette dynamique, nous nous sommes employés dans une démarche axée sur trois techniques d’investigation. La recherche documentaire a consisté à collecter puis à analyser toutes les données utiles à ce travail.

Par ailleurs, de nombreuses sources à la fois primaires et secondaires, ont servi d’appui scientifique à cette réflexion. Les sources primaires sont constituées des documents d’archives et témoignages oraux. C’est dans ce sens qu’inévitablement, les Archives Nationales de Yaoundé (ANY), riches en

¹⁵ Bachelard G., *La formation de l’esprit scientifique. Contribution à l’esprit psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Librairie philosophique F. Vrin, 11^{ème} éd., 1980, pp. 14-22.

¹⁶ Grawitz M., *Méthode des sciences sociales...*, p. 6.

¹⁷ Oyono D., « L’apport de l’histoire à l’enseignement des Relations Internationales », *Revue camerounaise des Relations Internationales*, décembre 1982, p. 113.

¹⁸ Chouala Y.-A., « Désordre et ordre dans l’Afrique Centrale actuelle... », p.63.cf. à cet égard D. Easton, *L’analyse du système politique*, Paris, PFNSP, 1996.

journaux officiels datant de l'époque d'Ahidjo et de celle de Biya, en lois articles et décret se rapportant à leur discours ont été consulté.

Les sources orales sont d'une importance certaine pour l'historiographie africaine, raison pour laquelle les entretiens avec les personnes ressources ont été réalisés.

En ce qui concerne les sources secondaires, elles sont constituées des ouvrages généraux et spécialisés, les textes de lois, arrêtés, décret, ordonnance, des revues et articles, les dictionnaires, des thèses et mémoires ayant traité d'une manière ou d'une autre de la question de l'unité nationale et de l'intégration nationale au Cameroun. C'est dans ce sillage que nous avons mis à profit la documentation des bibliothèques de l'ENS, de la FALSH, du Ministère de la Recherche Scientifique, celles de l'Université de Yaoundé I, de l'Université de Ngaoundéré Anthropos pour ne citer que celles-là. Les sources électroniques ont été mises aussi à contribution.

Nous avons en outre opté pour un choix pluridisciplinaire afin de mieux comprendre et évaluer le symbole de l'unité et de l'intégration pour les camerounais. Pour ce faire, il nous paraît important de rechercher des points de vue différents de celui de l'historien. C'est pourquoi nous avons consulté des Anthropologiques et Sociologiques qui nous ont permis d'avoir une autre idée de notre sujet de recherche.

C'est aussi le lieu ici de mentionner la bibliothèque de l'Institut Français du Cameroun-Yaoundé (IFC-Y), ancien Centre Culturel Français(CCF), où nous avons trouvé des documents, sur la période d'Ahidjo et de Biya qui ont été d'une contribution indéniable pour la réalisation du dit travail.

PLAN DU TRAVAIL

L'exploitation rigoureuse des sources a permis l'élaboration d'un plan subdivisé en quatre chapitres. Ainsi, le premier chapitre de notre travail

intitulé « **Cartographie des groupes ethniques du Cameroun** » met en évidence les différentes identités culturelles qui composent le Cameroun, qui est présenté comme un pays carrefour et comme une Afrique en miniature. Il s'attèlera à rendre compte de la dynamique opérée au Cameroun depuis la période coloniale jusqu'à l'indépendance.

Le second chapitre intitulé « **Ahmadou Ahidjo Concept d'Unité Nationale** », met en évidence l'Homme qui pendant un quart de siècle, est présenté comme un bâtisseur du pays à travers le slogan « d'unité nationale » avec les moyens mis à sa disposition.

« **PAUL BIYA et le Concept d'Intégration Nationale** » est le titre de notre troisième chapitre. Il met en exergue l'extension de la construction de l'Etat au Cameroun, ce qui suppose un changement de slogan de concept « d'unité nationale » en « intégration nationale ».

Le dernier chapitre intitulé « **Bilan et Perspectives à l'Ère de la Mondialisation** » porte quant à lui sur les avancées en ce qui concerne la construction de l'Etat au Cameroun, les pesanteurs qui peuvent entraver cette unité et la nécessité de consolider cette unité au regard de nombreux enjeux.

LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Toutefois, ce travail a buté sur de nombreuses difficultés parmi lesquelles on peut énumérer : L'accès aux sources orales dont la plupart de nos informateurs ont décidé de décliner notre interview en raison, disent-ils, de l'actualité de notre sujet même si d'autres ont accepté de le faire dans l'anonymat. En outre, l'autre blocage non moins important fut le refus à nous permettre l'accès à certaines archives comme celle du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD), ce qui a fragilisé un peu notre travail. Nous devons aussi mentionner le fait que les responsables ne donnaient aux chercheurs que des journaux et non des dossiers proprement dits, ce qui a aussi un tout petit peu ralenti l'avancement de notre

travail. Néanmoins, ces difficultés restent sans conséquences significatives, car cela ne nous a pas empêchés de conduire le dit travail à bout, et malgré nous avons pu réaliser le travail.

CHAPITRE 1 : LA CARTOGRAPHIE DES GROUPES ETHNIQUES DU CAMEROUN

La variété de son relief, la complexité de son réseau hydrographique et la diversité de son climat, qui rappellent celles de l’Afrique, font du Cameroun une véritable Afrique en miniature. Le Cameroun se présente comme un pays carrefour et une Afrique en miniature, le point de jonction en Afrique des régions géographiques septentrionale, occidentale et centrale, mais aussi le carrefour des trois grandes régions culturelles classifiées par les anthropologues : la Côte de Guinée, le Soudan occidental et le Congo. Une classification utile pour commencer à décrire les complexités ethnoculturelles du pays. Cette taxonomie suit généralement la classification plus courante par groupe de langues. Les trois groupes sont ainsi aussi désignés par les noms d'Atlantique, de Bantoïde et de Tchadien. Bien avant arrivée des Européens, le Cameroun comprenait une mosaïque des peuples c’est le résultat d’une longue histoire. Ainsi, on peut y reconnaître trois principales aires culturelles avec trois types du niveau d’organisation. On distingue : les populations soudano-sahélienne ; les populations de grassfields et les bantu du grand sud forestier.

I-LES PRINCIPAUX GROUPES ETHNIQUES DU NORD-CAMEROUN

Le Nord- Cameroun renvoie à l’ensemble du Cameroun septentrional qui compte actuellement trois provinces : Extrême-Nord, Nord et Adamaoua. Les grands groupes de populations sont les peuls ou foubé ¹⁹et les soudanais et les Arabes

¹⁹ Ziegler J., *La victoire des vaincus (oppression et résistance culturelle)*, Paris, Ed. Du seuil, 1998

1-Les soudanais

Inversement à la diversité ethnique dégagée par les ethnologues, au pluralisme dialectique mis en relief par les linguistiques, il y a une unicité ethnique de facture politique mise au point par les sociologues et politistes. Celle-ci trouve son fondement, sa cristallisation et sa justification autour de la domination islamo-peule. Ainsi, comme le disait si bien Max Weber qu'« il n'y a pas de domination acceptée sans mythes pour la soutenir, la légitimer et la faire respecter » (Weber cité par Toulabor, 1986 :8). Les soudanais sont encore connus sous l'appellation du concept « kiridi » ; sans l'intention de nier sa charge ethnologique, ce vocable semble avoir été forgé par les coreligionnaires de Mohamet pour un but qu'il n'a pas moins atteint : déstabiliser psychologiquement les autochtones et se passer aux yeux des premiers voyageurs occidentaux pour les légitimes dépositaires de l'autorité de cet espace régional encore trouble. Jean Ziegler a d'ailleurs constaté avec rigueur dans ce sens qu'« il n'y a pas de prise de pouvoir politique sans prise préalable de pouvoir culturel » (Ziegler, 1988 :145).

Ceci étant, les populations soudanaises sont de manière globale toutes les tribus non musulmanes qui peuplent le Nord du Cameroun ou qui y sont originaires. Cela veut dire que ces gens se définissent confessionnellement en opposition à un autre groupe que sont les musulmans c'est-à-dire ceux qui ont embrassé l'Islam comme religion.

Considéré sous cet angle, les soudanais sont tout groupe ethnique ne pratiquant pas la religion musulmane et habitant un espace compris entre les trois provinces composant le Nord-Cameroun C'est donc le facteur religion qui définit les populations soudaniennes du nord du Cameroun en l'occurrence, les Toupouri, les Massa, les Moundang, les Guiziga, les Mafa ou Matakam, les

Mofou, les Dii, les Guidar, les Baya, les Zoulgo, les Mada, les Namchi, les Fali, les Tikar, les Mousseye etc. (Baskouda²⁰,1993).

Cette dichotomie peul-kirdi est supposée sous-tendre ce qu'il convient d'appeler la question kirdi qui, jusqu'en 1924, signifiait que les groupes non islamisés sont un problème pour la simple raison qu'ils résistaient aussi bien à l'autorité coloniale qu'à celle des souverains peul ou Laamibe Aussi à partir de cette date, la réorientation de la politique indigène de la France au Nord Cameroun s'opère au détriment des Peul perçus comme les bourreaux de ces peuples « kirdi » (Abwa,²¹ 1998).

Pour l'administration coloniale soucieuse et désireuse de ramener la paix dans la région par une voie moins violente et pacifique grâce à la technique d'apprivoisement, le problème kirdi s'analyse en termes de refus de l'autorité des chefs musulmans occasionnant régulièrement des accrochages entre ces derniers numériquement minoritaires et les premiers occupants de la région démographiquement plus. Ces ethnies ont pour activité principale la culture du mil (sorgho) et l'élevage de chèvres, moutons et zébus. La culture du mil a lieu sur des terrasses dont les murettes sont entretenues ou réparées chaque année. C'est un remarquable travail d'architecture du sol.

Aussi, des paysages lunaires de Rhumsiki au très renommé parc national de Waza, pour un aperçu magique et inoubliable des richesses naturelles et culturelles du septentrion profond. Le phénomène « kirdi » continue à poser problème. Deux choses Aux yeux des analystes, le sont certaines. D'une part, les populations dites « kirdi » sont présentes au Nord-Cameroun depuis des milliers d'années. Elles ont d'autre part, entre elles, des liens sur le double plan anthropologique et confessionnel.

Sociétés de tradition paysanne, les soudanais y ont cumulé leur poids démographique au cours des âges. Le repli à l'époque des conquêtes peules a pu

²⁰ Baskouda J.B., *Kirdi est mon nom*, Yaoundé, imprimerie saint Paul, 1938 pp 125-138

²¹ Abwa D., *Commissaires et hauts Commissaires de la France au Cameroun (1916-1960)*, Yaoundé, Presse Universitaires de Yaoundé et presse de l'Université Catholique d'Afrique Centrale, 1998,440p

le renforcer encore. D'où les densités fortes de ces populations, voire très fortes dans les massifs montagneux et les plaines marécageuses de la région septentrionale du Cameroun. Ce sont ces accumulations démographiques, face à des potentialités limitées du milieu, qui expliquent au XX^{ème} siècle les grandes migrations de travail et de survie du Nord vers le Sud. Par le phénomène « kirdi », il faut comprendre le processus de construction d'une identité ethnique dont les éléments constitutifs proviennent des représentations historiques et contemporaines. En d'autres termes, c'est un mouvement visant à fondre dans un tout une pluralité de groupes sociaux dont le dénominateur commun originel reste le non appartenance confessionnelle à la religion musulmane. Dans le même ordre d'idées, ce concept, bien que recouvrant une réalité incontestable, sert davantage d'outil opératoire d'analyse de ces rapports dans toutes leurs formes qu'entretient un ensemble de populations avec le système national global.

2-Les Peuhl

Ils forment deux groupes : L'un sédentaire constitué des foubés et des Arabes Choa et l'autre nomade constitué des bororo. Les recherches historiques nous révèlent que depuis le XIII^e siècle le Nord Cameroun était le point de convergence des vagues migratoires d'origines peul ou foubé en provenance de l'Afrique de l'Ouest et à la recherche des pâturages pour leurs animaux (Motaze²² 1990 :9).

Ce phénomène migratoire jusque-là embryonnaire, connut une accélération au début du XIX^e siècle au vaste mouvement d'islamisation (Jihad ou guerre sainte) lancée par Ousman Dan Fodio (Mohammadou²³ 1976 ; 1983 ; Njeuma 1974,1993). Sa mission consiste à mener une guerre sainte dans le but de répandre le message d'Allah (renforcer la foi et convertir les « païens » à

²² AKAM M., *Le défi paysan en Afrique. Le lamido et le paysan dans le Nord-Cameroun*, Paris, l' Harmattan, 1990,239p

²³ Mohammadou E. , *Histoire des férobé du Diamaré : Maroua et Petté*, Tokyo, ILCAA, 1976

l'islam) et de libérer les foubé de la domination politique et économique des populations « autochtones » (Thierno Bah²⁴ 1989 :61-62, Njeuma 1974,1989 :20-21). L'action du Djihad sera concentrée dans ce que les historiens appellent l'Adamaoua historique et qui correspond actuellement à la province du même nom, à celle du Nord et une partie de la province de l'Extrême-Nord.

Cependant, il faut relever que l'arrivée dans la région des pasteurs/nomades Peul ou Foulbé joua un rôle fondamental sur le plan religieux dans la mesure où certains groupes comme les Guiziga, les Moundang, les Fali, les Mousgoum, etc. ont été plus ou moins convertis à l'islam sans que cela porte atteinte à leur fonds religieux animiste. Aussi sur le plan culturel, les pasteurs foubé ont réussi à faire répandre leur langue, à savoir le « foulfouldé», dans toute la région au point où, de nos jours, celui-ci sert de véhicule de communication entre tous les groupes sociaux nord-camerounais. Toutes les populations « kirdi » sont à l'heure actuelle « foubéiphones» à l'exception de quelques rares personnes réfugiées dans les grottes des montagnes inaccessibles et qui continuent à développer des stratégies d'obstruction à toute tentative de modernisation.

L'Anthropologie historique des conflits ethniques montre que les peuples du septentrion n'entretenaient pas de bonnes relations. Les oppositions peul-kirdi bien que déterminées par la lutte pour les ressources naturelles, économiques et politiques, se laissent observer comme un conflit religieux : islam contre paganisme et christianisme. Les sources historiques signalent certes des cas de conflits entre groupes de populations dans l'ensemble du Nord Cameroun avant et pendant le Djihad. L'appel lancé par Ousman Dan Fodio en 1804 aux peuls de se convertir à l'islam comporte des buts religieux et politiques (Njeuma 1974) : instituer un Gouvernement dirigé par les musulmans

²⁴ Mouctar B.T., *Le facteur peul et les relations islamiques dans l'Adamaoua au XIXe siècle, in peuples et cultures de l'Adamaoua Cameroun*, Boutrais (éd.), Paris, Orstom, Ngaoudéré Anthropos, pp61-86

(sortir le « peuple de Dieu » de sa torpeur) et répandre le message d'Allah. Comme le souligne Thierno Bah (1989²⁵:82) « Le but du Djihad est l'établissement d'un ordonnancement social islamique de la souveraineté de la logocratie musulmane sur l'ensemble des groupes sociaux composant et environnant la communauté musulmane ».

En soi, cet appel comporte des caractéristiques d'un discours ethnique et hégémonique. L'aspect « ethnique » de cet appel vient de ce qu'il est lancé par une élite peule, qui se fait une haute idée de son peuple (il dit que les peuls sont un peuple béni de Dieu). Par ailleurs, son aspect « hégémonique » tient à ses trois objectifs principaux : mettre en place un nouveau ordonnancement religieux et politique visant à imposer et placer l'islam au-dessus de toutes les religions ; extirper les peuls du Gouvernement des infidèles et faire de la culture peule une culture dominante (consécration du fulfulde-une langue peule, comme langue de l'islam etc.).

D'une manière générale, les développements qui précèdent rendent compte du processus compliqué de production de la conflictualité ethnique au Nord-Cameroun, ce processus est le fait de maints facteurs dont l'Etat (colonial et postcolonial), la religion (islam, christianisme, animisme), les groupes ethniques eux-mêmes (leur élite, leurs discours, etc.).

L'une des leçons que l'on peut tirer de cette histoire des grandes « catégories ethniques » (Burnham²⁶ 1996) du Nord-Cameroun est que l'élaboration d'une conscience de soi de chacune d'elle s'est enrichie ou s'est dégradée au cours des siècles, au fil des migrations, au gré des rapports culturels avec les peuples environnants et en fonction de l'influence des écosystèmes, des facteurs économiques, politiques et religieux. Si l'on crédite d'une part de vérité à l'hypothèse selon laquelle les identités ethniques des groupes se reconnaissent comme peul, kirdi, Arabes Choa et kotoko, etc ont été construites et

²⁵ Mouctar T.B., *Ibid.*

²⁶ Burnham, *Ibid.*, 1996.

reconstruites sous l'effet de coalescence de ces facteurs endogènes et exogènes, il devient possible de mieux cerner le rôle d'alchimiste joué par les élites dans la production et l'instrumentalisation des identités ethniques, aussi bien dans les relations entre foubé et kirdi d'une part, arabes Choa et kotoko d'autre part, ces élites ce sont servis habilement de la religion, des ressources (droit naturel et accès à celles-ci) et du pouvoir d'abord comme leviers et ensuite comme bases de légitimation de domination et d'octroi des frustrations.

3-Les Arabes

C'est en 1823 qu'est signalée pour la première fois la présence des populations arabes au Sud du Lac Tchad grâce à DENHAM qui écrit à cette époque : « les Arabes Choa sont une race extraordinaire. L'histoire nous raconte qu'ils seraient d'origine arabe. Ils seraient probablement des descendants des métissés d'arabes blancs, d'Ethiopiens, de peul et des Noirs soudanais originaires de l'île de Choa, dans la région du Nil en Egypte. Leur installation progressive par petits groupes dans le bassin du Lac Tchad remonte vers le VIII^e siècle.

Ils y auraient migré par étapes et vagues successives en empruntant les couloirs du Kordofan et du Darfour. Dans le Logone-Chari, la diffusion culturelle s'effectue à l'avantage de la culture arabe Choa. Cette ascendance culturelle (URVOY 1947 :31, Hagenbucher 1973)²⁷ se manifeste par la primauté de la langue de communication ; le parler Arabe devient *la lingua franca*. A titre d'exemple, la dénomination des rues, des mares, villes et des collines épouse les noms et mots arabes.

D'une manière générale, la culture Arabe Choa est la plus dominante. Cette domination culturelle peut se comparer à celle de la culture foubé. Mais à l'opposé, le rayonnement culturel arabe autour du bassin du Lac Tchad ne s'accompagne pas d'une influence socio-politique et économique. Cette exclusion socio-politique des Arabes Choa, tout comme celle des pasteurs peul

²⁷ Hagenbucher F.S., *Les Arabes dits « suwa » du Nord-Cameroun*, Paris, ORSTROM, 1973.

avant le Djihad se justifie par leur statut d'allochtone ou d'étranger dans leur terre d'accueil.

II- LE PEUPEMENT DE LA PARTIE SUD DU CAMEROUN

Cet ensemble est habité entre autre par les pygmées, les bantous et les semi-bantous.

A- LES SEMI-BANTOU

On distingue trois principaux groupes ethniques : les bamiléké, les bamouns et les tikars.

La similarité de leur organisation socio-politique pousse à croire qu'ils ont partagé de la même histoire. L'Ouest-Cameroun est un pays de collines, de montagnes, d'horizons sans fin. Le climat est doux et une terre volcanique ont constitué un attrait pour toutes les tribus des environs c'est là que se sont développées les civilisations bamiléké et bamoun ; c'est aussi le domaine du peuple Tikar.

Ces civilisations couvrent les Hauts plateaux de l'ouest et du Nord-ouest. Les chefferies bamilékés et le royaume bamoum auraient vu le jour sous l'influence des Tikars. C'est probablement vers le XVIe siècle que les groupes Tikar, venus du Nord, s'installent dans l'ouest du pays, précédant les bamoum et les bamiléké qui les supplantent en imposant une plus forte organisation politique.

Les bamiléké repoussés, par les Bamoum, occupent la partie centrale du plateau (région de Bafoussam) et organisent un grand nombre de chefferies vigoureusement structurées qui subsistent encore aujourd'hui et représentent une force politique jamais démentie. Les puissantes chefferies qui caractérisent l'organisation de ces populations ont encore une importance déterminante dans la vie sociale.

L'art si particulier qui les distingue et qui s'exprime tant dans l'architecture que dans la sculpture et le décor les situe par sa qualité aux toutes premières places des arts africains. L'importance du rôle des bamiléké dans la vie camerounaise, enfin est à souligner. Représentant le premier groupe ethnique du pays, ils se sont répandus dans tous les secteurs de l'économie, et dans toutes les provinces, en particulier dans les villes du sud et du littoral. Ici, la royauté est sacrée, et la société fortement hiérarchisée. Le centre de la vie sociale est le palais du Fon. Un véritable art s'y est épanoui et a permis la constitution de trésors comprenant les attributs des souverains : trônes sculptés ou perlés, avec des personnages anthropomorphes, statues commémoratives, instruments de musique, tambours, doubles cloches, vêtements d'intronisation.

Bandjoun, par la qualité de ses œuvres, apparaît comme la capitale de l'art bamiléké. Les masques de bovidés très en honneur sont chacun marqués du style d'une région, alors que ceux des éléphants se rencontrent plutôt à Dschang et Mbouda. Il existe de nombreux styles de masques, anthropomorphes à face multiples des sociétés secrètes. Avec leurs longues enfilades de cases pour les épouses et les cases greniers, qui convergent vers des édifices monumentaux aux piliers et encadrements de porte sculptés, ces demeures palatiales figurent parmi les monuments les plus importants du Cameroun. On ne dénombre pas moins de 150 palais dans la région.

Toutes ces populations, bien qu'hétérogènes sur le plan linguistique, forment un ensemble assez homogène sur le plan culturel et historique' après les premiers travaux de Victor T. Le Vine en 1970, le groupe le plus numériquement important est celui des semi-bantous bamiléké vivant pour la plupart dans les zones des hauts-plateaux de la région de l'Ouest, mais dont beaucoup de ressortissants ont migré dans tous les coins du pays. Directement apparentées à ce peuple sont les diverses ethnies de la région de Bamenda, dont la plupart sont d'origine tikar. Cet ensemble Grassfield est aujourd'hui regroupé et avec une structure organisée.

B- Les Bantou du grand sud forestier

A l'arrivée des Européens, le Sud et le Centre du Cameroun sont peuplés par les bantous. Ce peuplement se fit en deux temps. Une première invasion, appelée invasion du sud comprend les maka, les Djem, les douala. Ils viennent de l'Afrique équatoriale, de chez les bakota. Le second groupe est celui des fang et bété. Ceux-ci n'étaient pas encore fixés à l'arrivée des européens. La forêt du sud est parcourue par les groupements de chasse des pygmées ; Premiers habitants du pays. La plupart des études anthropologiques font mention de trois groupes ethniques pygmées au Cameroun :

Les baka, c'est le premier groupe et le plus important, il compte près de 40.000 personnes et occupent le sud du Cameroun. Ils n'habitent que la zone forestière qui s'étend de Lomié à Mboumba et Ngoko avec une forte concentration.

Le deuxième groupe est constitué des bakola encore appelés Bagyeli, ils ressemblent 3700 personnes et occupent 12000 km dans la partie méridionale de la région côtière.

Le dernier groupe que constituent les medzam est le plus petit avec moins de 1000 personnes ; ils subsistent au Nord-Ouest. Globalement aujourd'hui, les pygmées représentent 0,5% de la population du Cameroun. C'est dans différentes aires de peuplement que les pygmées font face à la marginalisation politique et économique, à la persistance de l'analphabétisme, aux conditions de vie précaires et incertaines, à la paupérisation croissante. Ils sont encore quelques milliers, principalement localisés dans le Sud-est et que le Gouvernement cherche, tant bien que mal, à sédentariser. Farouchement épris de leur liberté, la plupart d'entre eux résistent assez bien à la civilisation.

Le peuplement du sud par les ethnies bantoues, très confus, peut grossièrement se schématiser ainsi : à la fin du XVIIe siècle, une première fuite en avant, à la suite d'un choc venu du Nord, conduit les peuples bassa et bakoko

de l'Adamaoua jusque dans la région de Douala où on les trouve aujourd'hui. Un peu plus tard vers le milieu du XVIIIe siècle, on observe une migration des Douala, partis du Sud-ouest dans le Bassin de la boucle du Congo, qui, peut-être en suivant la vallée de la Sanaga, s'avancent vers la côte et viennent se heurter aux bakoko et aux bassa qui les ont précédés. Ils y sont toujours et forment avec leurs sous-groupes (Wouri et autres) et les précités, le fond de la population du Littoral. Parallèlement, une autre vague venue de l'Est-Nord-est, de Malade Kaka et de Baya, probablement poussés par les Mandjia et les Foulbé, s'installe dans la forêt de la province de l'Est en même temps que les Djem arrivés du Sud, auxquels ils se mélangent. Tous y demeurent de nos jours et constituent le fond ethnique de cette province.

Les dernières invasions dans le sud remontent au début du XIXe siècle et correspondent aux secousses engendrées par les mouvements de l'empire Sokoto. Il serait fastidieux et presque impossible de donner une vue d'ensemble suffisamment claire des réactions en chaîne qui s'opèrent alors et qui firent s'entrechoquer du Nord au Sud toutes les populations. Ces populations sylvestres vivent pour la plupart dans des cases rectangulaires couvertes jadis de chaume, aujourd'hui de tôles ondulées, faites d'une double carcasse de bois colmatée avec de l'argile. L'organisation politique est caractérisée par l'existence de sociétés secrètes qui ont un rôle initiatique mais qui interviennent aussi dans la vie du groupe au niveau de l'éducation, de la cohésion sociale, du maintien de l'ordre, ou encore de la lutte contre la magie noire.

Vers le Sud dans la région où les bantous équatoriaux dominant, le principal groupe ethnique c'est les Bété-pahouin qui englobent les tribus habitant la zone de Yaoundé. Ce pays Bété constitue la deuxième la plus peuplée du Cameroun. C'est un groupe principalement composé des Bantou de langue Ewondo, Boulou et Fang. De même, ces peuples ce sont généralement fidèles et se sont regroupés sous le concept caricatural de « Béti ». Le bantou du grand sud, les plus nombreux sont les bassa et bakoko. C'est un groupe qui est non

seulement important par sa force numérique, mais aussi parce qu'il fut le premier groupe du sud à participer aux luttes d'indépendance commencées dans les années 50.

Ces ethnies bantoues se répartissent en nombre de façon très inégale dans la moitié sud du pays. Dispersées dans la province de l'Est, où la densité est la plus faible du Cameroun, elles se concentrent dans les urbanisées du Centre-sud et du Littoral, où la carte ethnographique est d'ailleurs entièrement faussée par des immigrations multiples venues récemment de tout le pays, et des apports étrangers, qu'ils soient européens ou africains.

En dépit de l'enchevêtrement, trois langues véhiculaires ont pu se mettre en place : le fulfulde ou peul, parlé dans le grand nord du Cameroun, à l'exception du Logone et Chari où domine l'arabe Le bété et Bassa dans le centre-sud²⁸ ; le Pidgin dans l'Ouest, le Littoral, c'est la langue du commerce qui touche les grandes métropoles provinciales du Cameroun.

Quelques statistiques diffusées sur le Cameroun donnent le tableau suivant du Cameroun religieux : Le sud multiconfessionnel à coloration chrétienne ; l'islam dans le grand nord et les religions traditionnelles dont : 34,7% de catholiques ; 26% de religions traditionnelles ; 21,8% de musulmans et 17,5% de protestants.

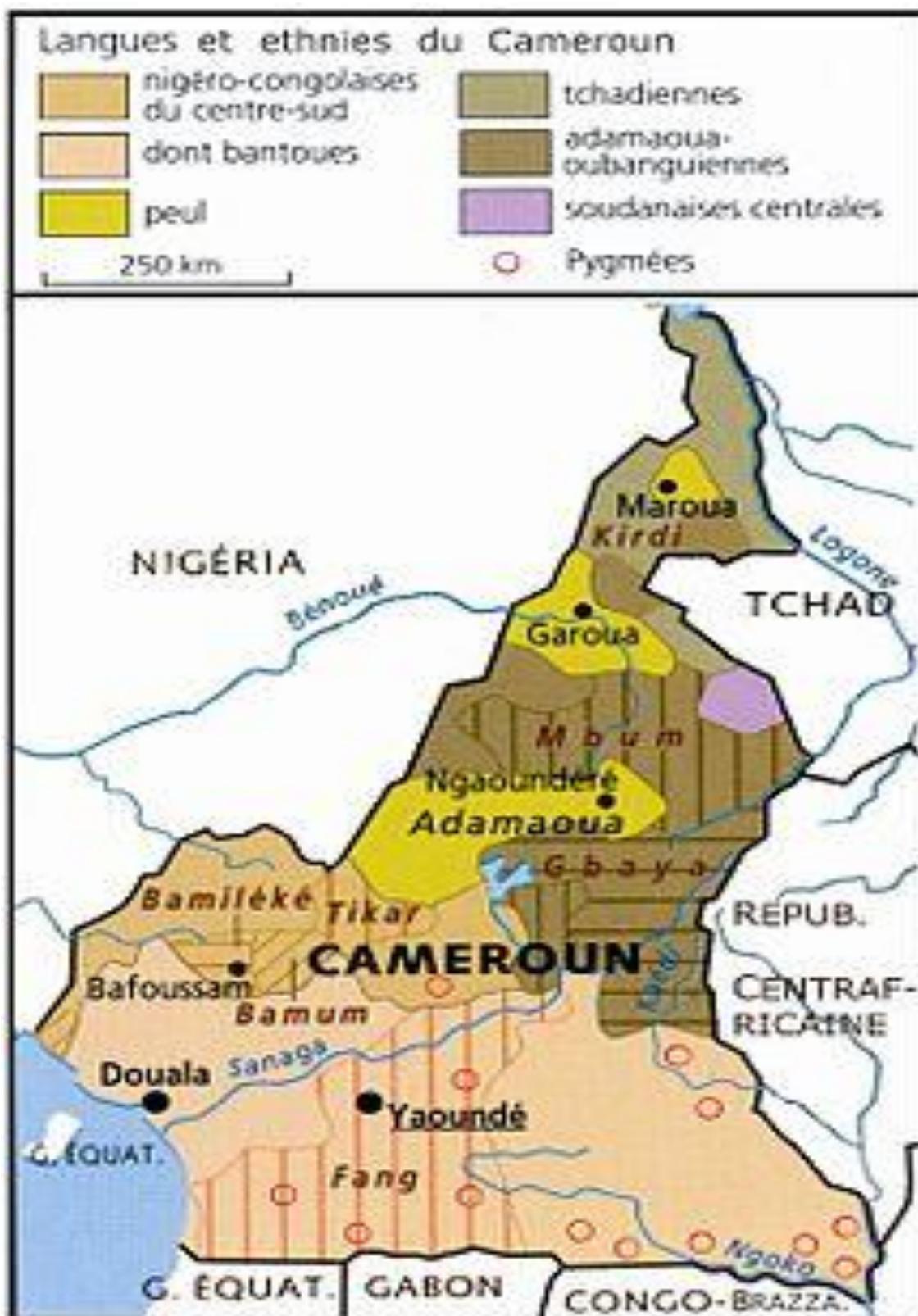
De ce qui précède, il ressort clairement que la culture camerounaise est caractérisée par une grande diversité ethnique, linguistique et religieuse liée à son histoire et à sa géographie. Cette diversité permet le développement d'une créativité d'une grande richesse dans tous les domaines artistiques. Le contact avec l'extérieur a donné une impulsion à l'évolution de l'histoire du Cameroun.

²⁸ M. " La Cartographie linguistique, traceuse de l'histoire, des civilisations et des cultures : Une application au Cameroun",

- Ngamngué L.A., département de linguistique.

- Bopda A., Géographe cartographe, Institut National de Cartographie

Carte n° 1: La carte des langues et ethnies du Cameroun



Source : [https://www.google.com/search?q=langues ethnies du-Cameroun](https://www.google.com/search?q=langues+ethnies+du-Cameroun).

Eu égard à tout ce qui précède, la diversité culturelle a conduit à la formation de plusieurs partis politiques qui s'activent à exercer le pouvoir. A la barre depuis le 5 mai 1960, après moult péripéties, Ahmadou Ahidjo réfléchit : « maintenant que nous avons le pouvoir, qu'allons-nous en faire ? » relève Philippe Gaillard, dans son ouvrage biographique sur le premier président de la République du Cameroun. Un de ses collaborateurs lui propose la réponse qui devient son projet de société : « faire du Cameroun en Etat ». La nation suivra, mais il faudra une génération pour que les ressortissants de ce pays se sentent camerounais avant que bamiléké, bassa, bulu, ewondo, duala, peulh etc. Si entre Camerounais, l'école, les confessions religieuses chrétiennes, les internats, les œuvres et les mouvements religieux ont énormément œuvré pour le rapprochement des ethnies, le nouveau pouvoir s'adosse sur ce socle pour donner corps à la mystique de l'unité. Mais des considérations politiques héritées de la guerre d'indépendance, des affinités personnelles n'auront pas moins fissuré ce socle.

CHAPITRE 2 : AHMADOU AHIDJO ET LE « CONCEPT D'UNITE NATIONALE »

Au lendemain des indépendances, le renforcement de l'Etat et la construction de la nation étaient des objectifs communs poursuivis par les pouvoirs africains nouveaux. Mais la construction nationale n'a pas toujours suivi le même processus.

Au Cameroun, le débat sur l'Unité Nationale est une « vieille nouveauté »²⁹ ; allant des origines mêmes de ce jeune Etat³⁰ qui assure jusqu'au aujourd'hui un triple héritage allemand, anglais et français.

La marche vers la pleine réalisation de la souveraineté du Cameroun s'est poursuivie avec le processus politique opéré lors de la conférence de Foumban³¹ en vue de la réunification entre la république du Cameroun et le Southern Cameroun britannique. Ce processus a abouti le 1^{er} octobre 1961 à la proclamation de la république fédérale du Cameroun. Malgré la réunification, le Cameroun restait fragile du fait de sa diversité ethnique et linguistique et surtout les forces centrifuges qui constituaient une menace pour formation d'une solide nation et d'un Etat unitaire.

I-UNE VOLONTE MAINTES FOIS EXPRIMEE DE CONSTRUCTION NATIONALE A TRAVERS LE SLOGAN « D'UNITE NATIONALE »

L'idéologie de construction nationale vise à mobiliser les populations sur des thèmes ayant une portée globalisante, à façonner une conscience collective nouvelle marquée par le désir de vivre ensemble et la volonté de combler son

²⁹ N. Kabeya Ilunga, *De l'OUA à L'Union Africaine : évolution, limites et défis de la protection des droits de l'Homme en Afrique*.

³⁰ Gonidec P-F, *De la dépendance à l'autonomie : l'Etat sous-tutelle du Cameroun*, AFDL. Vol.3, 1957, 597-626(Allemands, Anglais et Français).

³¹ Au vu des résultats des plébiscites des 11 et 12 février 1961 et à la suite également de la résolution du 21 Avril 1961 adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, une conférence constitutionnelle se tint à Foumban du 17 au 21 juillet 1961. Elle réunit les leaders politiques et les chefs traditionnels des deux parties du Cameroun

aspiration au bien-être matériel. Comme la plupart des chefs d'Etat africains, le tout nouveau chef d'Etat du Cameroun indépendant prétend tirer sa légitimité de la construction nationale, perçue comme une réponse aux épineux problèmes de développement. La constitution du 4 mars 1960 qui marque l'origine constitutionnelle du Cameroun indépendant, a constitutionnalisé pour la première fois les principes d'unité et d'indivisibilité consacrant ainsi un Etat unitaire.

A-AHMADOU AHIDJO ET LE DISCOURS DE L'UNITE NATIONALE

« Pour ce qui est de la réalisation à laquelle je tiens le plus, je dois dire :non pas la réalisation de l'Unité Nationale parfaite, mais un commencement d'Unité Nationale, c'est la chose à laquelle je tiens le plus »,déclarait Ahmadou Ahidjo³².Effectivement, la poursuite tenace de cet objectif a été une des constantes de la politique Camerounaise depuis la nomination de Mr Ahidjo au poste de premier ministre, a un double titre, d'abord l'Unification de l'Etat et celle des forces politiques.

1-L'unification de l'Etat

Le problème de l'unification de l'Etat fut posé dès le moment où le protectorat allemand, établi sur une portion de territoire africaine dénommé Kamerun, fut conquis, au cours de la première Guerre Mondiale par les troupes britanniques et françaises. La SDN ne fit que confirmer cette situation en créant deux territoires sous-mandat, sans doute chaque territoire suivit sa propre évolution en fonction de la politique de l'Etat colonial et de l'action des forces politiques existantes. Mais il y eut au moins une caractéristique commune ; la volonté manifestée par certains partis politiques (UPC, *One Kamerun*, *Kamerun National Democratic Party*) de réunifier les deux Cameroun.

³²Ahidjo a déclaré ce ci Au cours d'une conférence de presse tenue le 17 février 1960.

En fait, le décalage de l'évolution politique des deux territoires vint compliquer la question de la Réunification. La partie du pays administrée par la France accéda le premier à l'indépendance le 1^{er} janvier 1960, conformément au statut adopté en 1957. Quant au territoire administré par le Royaume Uni, son destin fut décidé consécutivement aux deux plébiscites organisés par l'ONU en 1959 et 1961. Tandis que la partie septentrionale était réunie à l'Etat Fédéral du Nigéria, la partie méridionale optait pour son rattachement à la République du Cameroun. Dès lors, la réunification (partielle) va se faire en deux étapes qui vont dans le sens de l'Unification croissante de l'Etat.

Dans une première étape, Mr Ahidjo, devenu le chef de l'Etat camerounais, et le docteur Foncha, leader du parti majoritaire (le KNDP) dans la partie méridionale du territoire administré par le Royaume Uni, se mettaient d'accord pour donner à l'Etat camerounais la forme d'un Etat Fédéral, ce qui permettait de reconnaître à chacun des deux Etats fédérés une certaine autonomie politique tout en affirmant l'Unité de la République Fédérale.

En fait les caractéristiques de la Fédération étaient telles qu'elles portaient en germe une évolution dans le sens de la centralisation politique. La pratique renforça encore cette tendance sous-jacente en accentuant les pouvoirs de l'Etat Fédéral au détriment de l'autonomie des Etats Fédérés. Cette évolution correspondait aux vœux du président Ahidjo, qui n'avait semble-t-il considéré la fédération que comme une étape transitoire vers une plus grande unification de l'Etat. L'intermède fédéral est clos en 1972. En effet, dans une deuxième étape, le président dédaignant la procédure parlementaire, propose directement au corps électoral, par voie de référendum de transformer l'Etat Fédéral en Etat unitaire « dans le but de consolider l'Unité Nationale ». Cette proposition est approuvée, le 20 mai 1972, par trois millions cent soixante-dix-sept mille huit cent quarante-six électeurs, sur trois millions deux cent trente-six mille deux cent quatre-vingt inscrits et trois millions cent soixante-dix-neuf six cent trente-

quatre votants.³³ La constitution de 1972 adoptée également par voie de référendum, met l'accent sur «la nécessité impérieuse, reconnue par le peuple camerounais de parfaire son unité » et proclame l'existence d' « une seule et même Nation ».L'article premier de la constitution affirme que « la République Unie du Cameroun est une et indivisible ».

Comme nous le verrons, l'unification de l'Etat entraine une simplification des institutions, puisqu'en vertu de la constitution de 1972 les institutions politiques des deux anciens Etats fédérés disparaissaient. Une place privilégiée est reconnue au président Ahidjo, désigné par la constitution comme président de la République Unie du Cameroun, puisqu'il « assure l'Unité de l'Etat » (art.5) et qu'il en est ainsi le symbole vivant. Qu'en est-il des forces politiques ?

2-L'unification des forces politiques

Ici, on retrouve le même souci que celui qui a fait évoluer l'Etat dans le sens de l'unitarisme : d'Unité Nationale. C'est ce que soulignait Mr Ahidjo en 1963, lorsqu'il déclarait : « Nous avons préconisé le parti unifié et le parti unique pour réaliser l'Unité Nationale indispensable ». C'est ce qui apparait également dans la charte de l'Union Nationale Camerounaise³⁴. Il y a donc une convergence de la forme de l'Etat et du système du partis, tous deux générateurs à terme de l'Unité de la Nation et, au-delà de la Nation, de la patrie (thèse n°6 de la charte de l'UNC) Le processus d'unification des partis politiques a été relativement rapide puisque l'UNC est constituée officiellement en 1966. Dans une première étape, Ahidjo crée, en 1958 l'Union Camerounaise, dont la dénomination était déjà au programme. Forte du soutien des chefferies du Nord et du pays bamoun, contrôlant près de la moitié des sièges à l'Assemblée Territoriale élue en 1956, l'Union Camerounaise va asseoir sa suprématie en

³³ «Histoire du Cameroun. Institut Nationale de la Statistique du Cameroun,“ consulté le 20 mai 2015.
Http : [www. Statistics-cameroon.org/manager.php ? id=11&id 2=70& Link=8](http://www.Statistics-cameroon.org/manager.php?id=11&id2=70&Link=8).

³⁴ La thèse n°14 affirme : “ l'objectif fondamental de l'Union Camerounaise est de travailler à l'avènement de la Nation camerounaise(...) entre tous les citoyens ”

usant de toutes les ressources du jeu politique camerounais ,suscitant des ralliements et frappant durement ses adversaires politiques.

La deuxième étape de l'unification conduit à fondre les partis politiques du Cameroun Occidental au sein de l'UC .Dès 1962, l'UC et le KNDP avaient créé un comité de coordination chargé d'étudier la fusion des deux partis. En fait, l'entente se manifesta aux élections législatives de 1964 et présidentielles de 1965.Le pas décisif fut franchi en 1966, époque à laquelle les trois partis du Cameroun Occidental et l'UC décidèrent de fusionner, le président Ahidjo devenant le président du nouveau parti national unifié, l'UNC, et Mr John Ngu Foncha, vice-président. La constitution a aussi joué un rôle indéniable dans la stabilité et la construction de l'Etat au Cameroun.

B- L'instauration de l'Etat Unitaire

Le constituant camerounais a consacré pour la première fois, dans le texte constitutionnel le 4 mars 1960 en son article premier, une disposition faisant de l'Etat du Cameroun français un Etat unitaire en ces termes : « Le Cameroun est une république unie et indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Cette disposition consacrait ainsi les bases constitutionnelles de l'unité et de l'indivisibilité de la nation camerounaise, mais en proclamant sa volonté de mobiliser effectivement tous les camerounais pour la construction d'un Etat réuni.

1-la consécration de l'État unitaire

A l'issue d'un référendum organisé le 21 février 1960, la république du Cameroun était régie par une constitution adoptée par le peuple Camerounais et promulguée le 4 mars par le président Ahidjo³⁵, le peuple camerounais est désormais garant de son unité. Le Cameroun est donc un état unitaire avec un parlement monocaméral. La souveraineté nationale appartient au peuple qui

³⁵« Histoire contemporaine du Cameroun. Wikipédia“. Consulté le 10 mai 2016
http://fr.wikipedia.org/wiki/histoire_contemporaine_du_Cameroun

l'exerce, soit par les députés à l'Assemblée Nationale³⁶, soit par voie référendaire ; aucune fraction du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice³⁷. Mais jusque-là, l'on ne devrait pas perdre de vue qu'il s'agissait uniquement de l'unité de la partie francophone du pays. C'est ce qui justifie la réaffirmation de la volonté politique de poursuivre et de construire la nation camerounaise.

a- La volonté politique de construire un Cameroun réunifié

Pour atteindre cet objectif de construction nationale, le Cameroun s'est alors doté d'une constitution à vocation pluraliste prévoyant le multipartisme. Les partis et formations politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent librement leurs activités dans le cadre fixé par la loi et les règlements. Afin de résoudre définitivement ces revendications indépendantistes et réunificationnistes, les autorités anglaises et onusiennes décidèrent de consulter les camerounais par voie référendaire. La question posée était celle de savoir si oui ou non ces populations voulaient devenir nigérianes ou camerounaises après l'indépendance de leur pays. La consultation eut lieu le 10 février 1961 et l'option pour l'indépendance avec réunification des deux Cameroun l'emporta sur le southern cameroon tandis que le northern Cameroun se prononça pour son intégration à la fédération nigériane le 11 février 1961. Les résultats de ce plébiscite donnèrent aux processus d'indépendance du Cameroun britannique et de réunification des deux Cameroun son élan définitif.

Des rencontres eurent lieu entre camerounais des 2 Cameroun oriental et occidental en vue de trouver la formule idéale de leur nouvelle cohabitation, ils se rencontrèrent à Bamenda en juin 1961, puis à Fouban en juillet 1961 et enfin à Yaoundé en Août 1961. Tout était fin prêt lorsque l'indépendance du Cameroun britannique fut proclamée le 1^{er} octobre 1961, sa réunification avec la

³⁶-L'Assemblée Nationale remplace l'Assemblée Législative du Cameroun(ALCAM) consacrée à l'article 4 de l'ordonnance n°60-1 du 1^{er} janvier 1960 tendant à fixer le fonctionnement des pouvoirs publics en attendant l'intervention de la constitution camerounaise.

³⁷ Article 2 de la constitution du 4 mars 1960.

république du Cameroun indépendant s'ensuivit immédiatement. John Ngu Foncha qui avait gagné les élections devint premier ministre du Cameroun occidentale et vice-président de la république fédérale du Cameroun. Cette première année de gestion d'indépendance et de la vie politique camerounaise a permis de construire l'Etat et de lutter contre les forces centrifuges qui lui étaient hostiles. L'aboutissement de ce processus a conduit à la récréation de l'ancien Kamerun.

Photo n° 1: Ahidjo et Foncha respectivement président et vice-président de la république Fédérale du Cameroun



Source : *Histoire du Cameroun Ed. CEPER 1979 / www.prc.cm.*

b- La restauration de l'unité historique

La restauration de l'unité historique s'inscrit dans la logique selon laquelle « en Afrique, le fédéralisme est lié à l'idée d'unité : unité du pays (regroupements des différents peuples, ethnies, tribus etc.), unité des pays (création des relations supranationales)³⁸.

En effet, c'est au regard d'un impératif d'unité des peuples, ethnies et tribus camerounais, que les deux Cameroun ont décidé de lier leurs destins, donnant une forme fédérale à l'Etat consacré dans la loi n°61-24 du 1^{er} septembre 1961, portant révision de la constitution du 4 mars 1960 et l'adaptant aux nécessités du Cameroun réuni³⁹. Ce texte institua un Etat fédéral et contribua à renforcer une unité qui existait à l'époque coloniale allemande. Mais le fédéralisme a été difficilement mis en œuvre dans un contexte où existaient les forces centrifuges et de la contestation de la légitimité du pouvoir central.

A cette époque, il apparaissait un peu facile de contrôler le pouvoir, premièrement l'Autorité Administrative disposait du monolithisme ,de deux, l'Autorité Administrative disposait du parti et de trois d'éventail d'instruments répressif qui permettait de se faire entendre et comprendre ,pas de liberté d'expression, de liberté d'association ,bref on était dans une logique de nivellement général au nom de l'Unité Nationale au nom du contrôle national. Le parti unique régentait le territoire politique et donc au côté de l'Autorité Administrative ,les différents instruments du parti avaient la possibilité d'aller dans les coins aussi reculés, les contrées pour sensibiliser les populations, à côté de cela, il y avait l'Autorité traditionnelle qui avait intérêt à collaborer avec l'Autorité Administrative parce que la destitution pouvait suivre pour les récalcitrants ,souligne le professeur Saibou Issa⁴⁰. En effet, il ajoute en disant ceci dans son ouvrage publié aux éditions Harmattan en 2012, « la diversité

³⁸ LEKENE DONFACK E.C., "l'expérience du fédéralisme camerounais : les causes et les enseignements échec", Thèse de doctorat, Université de Clermont I, Tome I, 1979, 16.

³⁹ Texte modifié et complété par les lois n°69-LF-14 du 10 novembre 1969 et 70-LF-1 du 4 mai 1970

⁴⁰Entretien avec I. Saibou, environ 44 ans, professeur d'université, Directeur ENS Maroua, 8 janvier 2016.

interne était telle que le processus politique varie d'une communauté politique à une autre »d'où les antagonismes tranchants nourrit aux sources des rivalités anciennes. Il poursuit en disant ceci :

Au lendemain de l'accession à l'indépendance du Cameroun, on était dans une logique de compétition entre l'Autorité Administrative et l'Autorité traditionnelle. Cette dernière pensait que le départ de l'homme blanc signifiait le retour à l'ordre ancien, l'Autorité Administrative devait à la fois imposer le nouvel ordre, mais dans cette imposition du nouvel ordre, il fallait veuillez à ne pas aliéner ces Autorité traditionnelle dans le contexte où le pouvoir politique avait besoin de mettre ensemble toutes ces forces centrifuges au nombre des quels figuraient les chefs traditionnels pour construire l'Unité Nationale du Cameroun

Il est claire, au regard des témoignages faits sous le règne d'Ahidjo, il a réussi sur ce plan à fédérer les chefs traditionnels et l'Autorité Administrative autour du contrôle nationale ou régionale efficient et efficace.

2- Les stratégies de construction de l'unité nationale

La réunification des deux Etats n'était rien d'autre qu'un passage transitoire vers l'unité. Dans un contexte de survivance des rapports de forces politiques, de replis identitaires et de velléités sécessionnistes, cette transition a été marquée par la soumission de la construction du système politique de l'Etat au principe d'unité nationale. Du point de vue politique, les moyens autoritaires sont utilisés pour imposer l'idéologie de l'unité nationale.

a- Le procédé autoritaire d'unification et de stabilité politique

Depuis son accession à l'indépendance, la constitution du Cameroun a consacré un pluralisme politique (1960/1966) qui a été vivement critiqué, car il était source de divisions. La construction de la communauté politique n'a pas été aisée. En se fondant sur les impératifs de l'unité et de stabilité d'un Cameroun réunifié, le pouvoir politique camerounais a acquis un soutien international de

poids et a exercé un contrôle présidentiel puissant sur les finances du pays. Aux cours des années suivantes, il a progressivement mis en place un système politique hautement centralisé, basé sur un parti unique, sur la cooptation au sein de l'élite et sur une répression violente de toute opposition.

Cependant, les rivaux d'Ahidjo conservent de bases politiques indépendantes et l'UPC, grâce à ses branches légales et armées, était restée une menace potentielle sérieuse. Le gouvernement en place a progressivement privé l'opposition de certains de ses dirigeants et en passant outre la concurrence des partis politiques, le président Ahidjo s'est fixé pour objectif de construire l'unité nationale qui selon lui passerait par la création d'un « parti unifié » et non d'un parti unique ou monolithique qui, en intégrant les autres partis politiques, les écrase en réalité.

Pour le leader politique camerounais, le parti unifié traduit plutôt un regroupement de plusieurs partis politiques qui disparaissent pour donner la fusion naissante à un nouveau parti unifié. Le développement de son idée d'un « parti national unifié » était considéré comme le seul moyen de parer aux dangers d'une fragmentation. Les partis qui s'opposeraient à cette fusion-absorption subissaient toute sorte de pression. Le ralliement du dernier parti de l'opposition, *le Cameroon National Democratic Party*(KNDP), le 22 mai 1966 à l'union camerounaise qui devient l'union nationale camerounaise (UNC) le 1^{er} septembre 1966, marque la fin de l'opposition et la pleine effectivité du parti unifié. Ayant certes pour fondement l'instauration de l'unité nationale. Ce système était pourtant contraire à la constitution et aux principes démocratiques, d'où sa difficile mise en œuvre.

b- Les difficultés de mise en œuvre du fédéralisme et l'impératif de l'unité nationale

En près de dix ans , plusieurs raisons⁴¹ ont été évoquées pour expliquer les problèmes du fédéralisme A partir des années 1966, ce régime de subversion⁴² rendait impossible la protection des droits et libertés publiques, la justice était entièrement dépendante du pouvoir central. La forte centralisation s'est traduite par la prépondérance de l'Etat central sur les Etats fédérés par un partage très inégalitaire des compétences entre l'Etat fédéral et les Etats fédérés⁴³.

L'état fédéral fut aussi confronté à la légitimité du pouvoir que détenait Ahidjo depuis le 5 mai 1960. En effet, une frange de la population camerounaise sous obédience de l'UPC estimait que l'indépendance octroyée par les français n'était qu'un simulacre et qu'Ahidjo était qu'un simple valet de la colonisation qu'il fallait combattre. Les leaders de L'UPC en exil intensifièrent ainsi une insurrection armée dès la proclamation de l'indépendance, insurrection qui allait cependant connaître des débordements par certains de cadres dirigeants du mouvement nationaliste, se transformant en acte de brigandage et de banditisme et même en règlement de compte.

Ahidjo aidé en cela par les Français, allait mener une lutte sans merci contre ceux qu'il considérait comme les rebelles. La victoire fut de son côté, car non seulement il bâillonna l'opposition intérieure à travers l'ordonnance de mars 1962 mais encore, les leaders de l'UPC en exil furent tués l'un après l'autre.

⁴¹ Au plan Administratif, on évoquait la lenteur et la lourdeur administrative.

⁴² Pour asseoir son régime, consolider les bases de l'Etat qu'il forge, imposer l'unanimité et combattre toute opinion contraire à l'orthodoxie qui a cours, Ahidjo utilise les pleins pouvoirs qui lui confèrent les constitutions successives pour adopter les textes qui ne laissent aucune possibilité à des opinions et comportements divergents. Il s'agit entre autre de l'Ordonnance n°62/OF/18 du 12 mars 1962 portant répression de la subversion renforcée par la loi n°66-LF-18 du 21 décembre 1966 sur la liberté de la presse (contrôle strict des opinions), et l'Ordonnance n°72/13 du 26 août 1972 sur l'Etat d'urgence. Voir en ce sens E. ESSOUSSE, La liberté de la presse écrite au Cameroun : l'ombre et lumières, Harmattan, Cameroun, 2008, pp.114 et s. L-T. Mbida, Cameroun des années de braise aux leçons de l'histoire : Vers une dynamique nouvelle, Harmattan Cameroun, 2010, pp. 48 et s.

⁴³ Kontchou KOUOMEGNI A., *Idéologie et institutions politiques : L'impact de l'unité nationale sur les institutions politiques de l'Etat camerounais*, p.450.

Le dernier d'entre eux revenu au Cameroun pour organiser de l'intérieur la lutte armée, Ernest Ouandié fut arrêté, jugé dans un procès resté célèbre qu'on appellera procès Ouandié-Ndogmo et condamné à la peine capitale, puis exécuté le 15 janvier 1971, c'est un anéantissement de l'UPC qui conduit à l'unification du 20 mai 1972. En clair, force est de reconnaître que le pouvoir en place utilisait des stratégies contraires à la constitution et à la limite des principes dictatoriaux⁴⁴ en se fondant sur l'idéologie de l'unité nationale. Mais, même jusque-là, il s'agissait juste d'une transition ou plutôt d'un « intermède »⁴⁵ car l'existence des forces centrifuges ont rendu difficile la mise en œuvre de cette constitution.

Tous ces hommes ont leur place dans notre cœur, notre mémoire et dans notre pays. Ils ont essayé de conduire notre pays, mais il leur a manqué quelque chose pour y parvenir. Ceux qu'ils ont faits, fait partie de notre histoire que nous devons reconnaître et raconter à nos enfants.⁴⁶

Somme toute, la forme de l'Etat camerounais, tout comme celle de la plupart des pays Africains, a varié dans le passé colonial. L'accession à l'indépendance a permis sans doute au jeune Etat d'accéder à la souveraineté à fin de prendre son destin en main, mais a été marqué par des hésitations et des instabilités relatives à l'adoption de la forme et de la structure administrative étatique ; mais il y a lieu de reconnaître que l'idée d'unité nationale qui semblait constituer un prétexte fallacieux pour l'opinion publique, est restée le facteur déterminant de chacune des stratégies du pouvoir étatique aboutissant à chaque fois à la modification de la forme de l'Etat et du régime politique

Depuis le premier janvier 1960, date de l'accession des pays africains en général et du Cameroun en particulier à l'indépendance, la vie politique de ce pays était ordonnée ou articulée autour de deux lignes de force. Il s'agit de la volonté maintes fois exprimée, d'unification politique et surtout d'un

⁴⁴Entretien avec ANANIE RABIER B., environ 60 ans, journaliste, Yaoundé, 23 mars 2016.

⁴⁵ Atangana Amougou J-L., *les révisions constitutionnelles dans le nouveau constitutionnalisme africain*

⁴⁶Entretien avec Aboubakar OUSMANE M., environ 60 ans, Ecrivain, Yaoundé, 21 janvier 2016.

renforcement constant du pouvoir autour de la personne du chef de l'Etat, EL Hadj Ahmadou Ahidjo, dont la longévité politique est exceptionnelle puisqu'il est aux leviers de commande depuis 1958.

II-UNE CONCENTRATION DU POUVOIR ENTRE LES MAINS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Comme beaucoup d'autres États africains, le Cameroun a connu un type d'institutions politiques inspiré du modèle offert par l'Etat colonial, un régime plus ou moins proche du régime parlementaire classique. Mais très rapidement, il s'est éloigné de ce modèle pour adopter un système dominé la stature du chef de l'Etat, président du parti national unifié. En fait, une lecture attentive des textes et de la pratique politique montre que toutes les techniques ont été utilisées pour assurer d'une part la prépondérance du chef de l'Etat et d'autre part la consolidation des acquis de l'unité nationale.

A-LA PREPONDERANCE DU CHEF DE L'ETAT

Il s'agit du, monocéphalisme du pouvoir exécutif et accumulation des compétences entre les mains du chef de l'Etat au détriment des autres organes de l'Etat.

1-Le monocéphalisme du pouvoir exécutif

La charte de l'UNC affirmant⁴⁷ que (thèse n°10), le président Ahidjo, présentant le projet de constitution de 1972 aux électeurs, parlait de « régime présidentiel à collaboration du pouvoir ». Le monocephalisme implique que le Président de la République est omniprésent et ne partage presque avec quiconque le pouvoir exécutif. Pourtant, cette affirmation semble contredite par la création d'un poste de Premier Ministre en 1975, ce qui semble ramener le Cameroun au régime institué en 1960. Cependant, la constitution révisée en 1975

⁴⁷ Analyse de la constitution du 20 mai 1972.

établit sans équivoque que le pouvoir exécutif n'est pas partagé entre deux personnages. Selon un proverbe africain, « il y a pas de place pour deux caïmans males dans le même marigot ». La tradition est dans le sens de l'Unité du pouvoir et dans le sens du partage.

Malgré l'existence d'un PM la constitution continue d'affirmer que « le président de la République, chef de l'Etat et du Gouvernement... assure... la conduite des affaires de la République » et « définit la politique de la Nation ». Compte tenu de cette structure de l'exécutif, qui se résume en la personne du Président, il apparaît vain de se demander quels sont les pouvoirs de ce dernier. Il les détient presque tous, aussi bien dans le domaine international (négociation et ratification des accords et traités, nomination des Ambassadeurs et envoyés extraordinaires, sécurité extérieure) que dans le domaine intérieur (pouvoir réglementaire, nomination aux emplois civils et militaires, promulgation des lois etc.).

2-Accumulation des compétences entre les mains du chef de l'État

Le Président dispose des pouvoirs exceptionnels qui aboutissent à lui transférer la totalité des pouvoirs, y compris le pouvoir législatif. « En cas de péril grave menaçant l'intégrité du territoire, l'indépendance ou les institutions de la Nation », le Président de la République peut décréter, sans avoir à en référer à quiconque et sans contrôle, l'Etat d'exception. Cette situation lui confère le pouvoir de « prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires ». A s'en tenir au texte même de la constitution, il est donc manifeste, comme le remarque un commentateur camerounais de la constitution de 1972, M. Owona que « le Président de la République est l'organe constitutionnel prépondérant ». Cette prépondérance est d'autant mieux assurée que le Président n'est pas responsable devant l'Assemblée. Sa responsabilité pourrait être mise en cause que dans le cas de crime de haute trahison, jugé par la cour de justice. D'un simple point de vue constitutionnel, il est donc évident que le Président détient

une supériorité écrasante sur tous les autres organes de l'Etat, donc aucun ne peut rivaliser avec lui.

B-LA CONSOLIDATION DES ACQUIS DE L'UNITE NATIONALE AU CAMEROUN

L'État unitaire consacré dans la constitution du 2 juin 1972 est la résultante d'un référendum organisé par le président Ahidjo le 20 mai 1972. Cet Etat unitaire se démarque de celui du 4 mars 1960 en ce que l'avènement de l'Etat unitaire donne régime à un Etat constitutionnel nouveau, régi d'une part par l'unité républicaine et, d'autre part, par un régime dont le parti unique a accentué la pente autoritaire avec la consécration de la centralisation du pouvoir.

1-L'institution d'un ordre constitutionnelle unique

La constitution du 2 juin 1972 soumet toute organisation de l'Etat camerounais, y compris le peuple camerounais à un ordre constitutionnel régi par les principes d'unité nationale. L'unité du pouvoir ou de la souveraineté signifie que seul l'Etat dispose du pouvoir normatif. L'unité juridique se traduit par l'adoption d'une seule constitution du 2 juin 1972 annonce le passage de la fédération à la république unie du Cameroun. Lorsqu'il dispose que « la république fédérale du Cameroun, formée de l'Etat du Cameroun oriental et de l'Etat du Cameroun occidental devient à compter de l'entrée en vigueur de la présente constitution, un Etat unitaire sous la dénomination de la République unie du Cameroun ».

Elle se traduit également par l'uniformisation du droit applicable sur l'ensemble du territoire national. Cette harmonisation a pour objectif de créer un système unique à partir des systèmes différents. Pour des raisons fondamentales d'unité nationale, l'article 31 de la constitution du 2 juin 1972, qui précise que « la justice est rendue sur le territoire de la république au nom du peuple camerounais ». Avec l'unification donc, l'organisation judiciaire fusionnera en une instance unique. En ce qui concerne l'unité politique, elle se traduit par la

continuité du système de parti unique institué depuis 1966. En près de vingt ans d'existence de monopartisme, le Cameroun vivait sous le règne de l'UNC.

2- La déviation autoritaire de la centralisation du pouvoir

L'article 1 et 2 de la constitution du 2 juin 1972 consacre l'unité de l'Etat et réitère son caractère indivisible. Selon le pouvoir en place, cette forme d'Etat unitaire a l'avantage de réduire les charges de l'Etat et d'accélérer le développement du pays⁴⁸. La centralisation suppose l'existence d'un seul centre d'impulsion politique, et la population, quelle que soit le point du territoire où elle se trouve, est par conséquent soumise en tous domaines aux mêmes lois. Elle permet de lutter contre de l'émiettement et favorise la gestion unitaire. Dans ce sens elle est facteur d'unité et de rigueur.

Contrairement à la constitution du 4 mars 1960, la constitution du 2 juin 1972 ne consacre pas les collectivités locales. S'inspirant du modèle français, l'Etat institue plutôt une déconcentration des pouvoirs allant des provinces aux districts en passant par les départements et les arrondissements. Seule la commune reste en place comme unité administrative mais est subordonnée au contrôle des représentants de l'Etat. Dans ce sens, il importe de relever qu'« à la logique autoritaire du pouvoir de l'Etat, correspondait parfaitement une dynamique de répression et de contrôle de la périphérie territoriale par le centre ». La création des partis politiques est soumise au respect des principes de souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale.

Dans le même sens, l'art 3 de la constitution de 1972, dispose à ce sujet que « les partis et formations politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils doivent respecter les principes de la démocratie, de la souveraineté et de l'unité nationale. Ils se forment et exercent leurs activités conformément à la loi ». C'est la raison pour laquelle, bien qu'aucune disposition constitutionnelle ne permette ou ne proscrive la sécession. L'Etat camerounais rejette toute

⁴⁸ Les autorités faisaient valoir que les gouvernements distincts et les quatre Assemblées coutaient excessivement cher au budget de l'Etat.

revendication d'un droit à l'autodétermination fondée sur sécession. L'interdiction par la loi de tout parti politique ou groupe à caractère ethnique ou régionaliste est un mécanisme qui permet en principe de garantir l'unité et l'indivisibilité de l'Etat. Les différentes constitutions camerounaises imposent à tout citoyen le respect de la constitution et la préservation du pays contre tout empiètement extérieur et toute initiative attentatoire à son unité. Il est fait interdiction explicite de toute initiative de révision constitutionnelle pouvant aboutir à la modification de la forme républicaine et unitaire de l'État.

1- Les autres moyens de maîtrise de pouvoir

Ahidjo a fait des élections un moyen de la maîtrise du pouvoir comme le jour du scrutin des élections législatives fédérales d'avril 1964⁴⁹ ; il a également imposé une législation d'exception : l'Etat d'urgence entré en vigueur en 1959 n'a été levé qu'en 1970. Il a permis de donner une large impunité aux services de renseignement, qui tournaient à plein régime, et aux forces de sécurité. Une ordonnance (n°62/OF/18) portant répression de la « subversion », prise le 12 mars 1962, a eu des effets considérables, installant une chape de plomb sur toute la vie politique et publique : selon ce texte ; était subversif « quiconque » ayant « émis ou propagé des bruits, nouvelles, rumeurs ou commentaires sont susceptibles de nuire aux autorités publiques ». Cette définition imprécise a donné lieu à des nombreux abus et a permis d'étouffer toute tentative de contestation.

En vertu de ce texte, de nombreux camerounais ont été arrêtés, torturés et détenus de longues années sans jugement, dans les conditions terribles des prisons, quasi-camps de concentration, de Yoko(centre), Mantoum (ouest), Tcholiré (nord) ou dans les locaux de la brigade mixte mobile(BMM) de Yaoundé. Parmi les victimes de cette ordonnance : quatre députés, dont l'ancien premier ministre André Marie Mbida, l'ex-ministre des affaires étrangères et

⁴⁹ Jean François Bayart, « L'Union Nationale camerounaise », Revue française de science politique, n°20, Paris, 1970.

président du parti socialiste camerounais René Guy Okala, Théodore Mayi Matip alors président du groupe parlementaires de l'UPC légale, emprisonnés en juin 1962. Jugés subversifs, ils ont écopé de deux ans et demi de prison, à cause d'une lettre ouverte critiquant l'idée d'un l'idée d'un parti national émise par le chef de l'Etat. Pour s'être porté candidat à la présidence de la république, l'historien Abel Eyinga a été également condamné par contumace pour subversion à 5 ans de prison en 1970. Celui qui osait prononcer en public le d'UM Nyobe était aussi sévèrement sanctionné.

En 1976, plusieurs centaines de personnes, dont les étudiants, ont été arrêtés après la distribution sous forme de tracts d'un « manifeste national pour l'introduction de la démocratie », critique envers le régime. Certains d'entre eux ont été maintenus en détention jusqu'au début des années 1980, sans procès. De nombreux ouvrages dont ceux de l'écrivain Mongo Béti en exil en France, ont également été interdits parce que jugés subversifs⁵⁰. La justice militaire a été mise à contribution : à partir de 1972, elle a été chargée de traiter les affaires de subversion et tous crimes commis avec l'utilisation d'une arme. Pour les citoyens, les voies de recours étaient quasi nulles : les décisions du tribunal militaire sur les affaires de subversion et d'atteinte à la sûreté de l'Etat ne pouvaient pas faire l'objet d'une procédure en appel. Ahidjo, certes bâtisseur du pays avec les moyens mis à sa disposition, mais autocrate qui a régné sur le Cameroun avec les méthodes dures, passage en force et a imposé ses idées.⁵¹

La loi du 21 décembre 1966 sur la presse a participé à la répression : toutes les publications devaient être soumises avant impression aux autorités administratives, qui aux besoins les censuraient ou les suspendaient. Les journalistes eux-mêmes pouvaient être poursuivis⁵² : La répression du régime Ahidjo a de manière générale entretenu un climat permanent de peur, de

⁵⁰ Son livre « Main basse sur le Cameroun », publié par Maspero en 1972, a aussi été interdit en France.

⁵¹ Entretien avec Ananie R. B., environ 60 ans, journaliste, Yaoundé, 23 mars 2016.

⁵² Il s'agissait d'un journal lancé par Albert Ndongmo, arrêté en 1971, accusé de soutenir l'UPC et jugé en même temps qu'Ernest Ouandié.

suspicion, et de délation. Elle a durablement installé au sein de la société camerounaise un tabou sur toute la mémoire upéciste : de peur de représailles, de nombreux camerounais n'ont plus évoqué les années de combat des indépendantistes. Elle a aussi supprimé toute possibilité pour l'opposition de s'exprimer et même d'exister. Depuis la mort de Ouandié, en 1970, « aucun groupe d'opposition, à l'intérieur ou à l'extérieur, ne peut honnêtement se vanter d'exercer une quelconque emprise sur les masses », constatait Mongo Béti en 1982⁵³.

Le Cameroun, pour atteindre le stade actuel de son évolution, a dû parcourir une longue route. Bien qu'il fût plongé dans une guerre civile, lorsqu'il accéda à la souveraineté internationale, Le Cameroun a connu une remarquable stabilité politique, c'est un pays uni et vivant en paix. L'homme qui progressivement a forgé l'Unité d'un Etat autrefois divisé s'appelait Ahmadou Ahidjo. Réélu en 1975 puis en 1980, Ahidjo a créé la stupeur en annonçant le soir du 4 novembre 1982 sa démission de la présidence⁵⁴ dans un discours diffusé par Radio Cameroun. Le 6 novembre 1982 marque ainsi un autre tournant dans l'histoire politique du Cameroun, lorsque Paul Biya devient le deuxième président de la république du Cameroun. Les avis sont partagés sur l'héritage que laisse Ahidjo ; pour certains, il a légué à la postérité un style de commandement basé sur la fermeté et l'intégrité de la gestion du service, c'est le sens de l'Etat⁵⁵. Et pour d'autres d'abord il laisse un système politique colonial qui a commencé sous Aujoulât avec une forte manière de traiter les camerounais. Tout ce qu'on peut retenir c'est que le Cameroun a survécu Ahidjo, car beaucoup de camerounais pensaient que après son départ, le pays allait s'écrouler.⁵⁶

⁵³ Mongo Béti, « Cameroun : le Pinochet noir première victime du national-tiers-mondisme », *Peuples Noirs Peuples Africains*, n°30, Paris, 1982.

⁵⁴ Beaucoup de Camerounais n'ont pas cru possible qu'Ahidjo quitte aussi facilement le pouvoir, s'attendant dans les jours qui ont suivi à ce qu'éclatent des troubles.

⁵⁵ Entretien avec Ousmanou, environ 65 ans, Garoua 6 janvier 2016.

⁵⁶ Dikoume, maître de conférence associé à l'université de Douala, Historien, dans une émission Télévision (STV) 29 novembre 2015.

CHAPITRE 3 : PAUL BIYA ET LE CONCEPT D'INTÉGRATION NATIONALE

Le 6 Novembre 1982, ce fut un tournant décisif dans l'évolution de l'histoire politique du Cameroun ; consécutif à la démission d'Ahidjo⁵⁷, Paul Biya accéda à la magistrature suprême et devient le deuxième président de la république de l'histoire du Cameroun. S'il a changé le slogan « d'unité nationale » en celui « d'intégration nationale », Biya à ses débuts n'a pas modifié la politique mise en place par son prédécesseur. C'est ainsi que la construction de l'Etat était une priorité des priorités.

⁵⁷ Dans ses mémoires, Jacques Foccart, toujours au centre des réseaux entre la France et l'Afrique, a pour sa part dit qu'il n'avait pas compris les raisons de la démission d'Ahidjo, Précisant que le président ivoirien Félix H. Boigny avait voulu intervenir : “ il l'a appelé au téléphone, il a essayé de le convaincre et il m'a passé l'appareil, mais il n'y a rien à faire. Nous avons eu l'impression de parler à un homme complètement plat, qui avait très mauvais moral ”. Voir Jacques Foccart, Foccart parle, entretiens avec Philippe Gaillard, Fayard-jeune Afrique, tome II, Paris, 1997.

Photo n° 2: B. Paul, deuxième président de la République du Cameroun



Sources : www.prc.cm / www.spm.gov.cm

I-UNE CONTINUITÉ DE NATURE A SATISFAIRE FIDÈLES ET CLIENTS

S'il a changé le slogan « d'unité nationale » en celui « d'intégration nationale », Biya n'a pas modifié à ses débuts la politique de son prédécesseur. Devenu vice-président du parti unique en 1980 sous l'impulsion d'Ahidjo, Paul Biya prête serment le 6 novembre 1982 suite à la démission du président Ahidjo et devient deuxième président de la république de l'histoire du Cameroun. Tout en déclarant vouloir poursuivre l'œuvre de son « illustre prédécesseur », il a annoncé que sa présidence serait placée sous le signe du « Renouveau », promettant plus de justice, de libertés et de démocratie.

A- UNE CONTINUITÉ DANS L'USAGE ET RITES DU DISCOURS POLITIQUE

« En cette circonstance solennelle et émouvante, circonstance sans précédent dans l'histoire de notre jeune nation, l'heure est à l'hommage, avant d'être à l'engagement et à l'expression de la fidélité .En effet, à mon illustre prédécesseur, mieux à celui dont j'ai eu l'insigne honneur d'être ,pendant des années ,le collaborateur ,je dois un grand et vibrant hommage empreint de déférence et d'admiration .Digne et prestigieux fils de ce pays, père de la Nation camerounaise ,artisan de son unité et de son développement ,le président Ahmadou Ahidjo se sera révélé à nos yeux comme un géant de l'histoire camerounaise, de l'histoire africaine ,de l'histoire tout court »,a déclaré le tout nouveau chef de l'Etat lors de son discours d'investiture .Ahidjo de son côté a invité toutes les camerounaises et tous les camerounais à accorder sans réserve leur confiance ,et à apporter leur concours à son successeur constitutionnel Biya . ».Il précisait : « il mérite la confiance de tous à l'intérieur et à l'extérieur. ⁵⁸

L'immense joie que manifestent les populations de Yaoundé deux jours plus tard, lors de la prestation de serment de Biya et son allocution à l'égard de

⁵⁸ Sindjoun L., « Le président de la république au Cameroun (1982-1996) », *travaux et documents*, n°50, centre d'étude d'Afrique noire, Talence, 1996.

son prédécesseur plaçait son mandat dans la continuité de son prédécesseur tant dans ses discours que dans ses actions.

1-Le souci de construction de l'État

Au début du « Renouveau », le nouveau président est resté fidèle à son prédécesseur en ce qui concerne la construction de l'Etat au Cameroun. Ainsi, lors de sa tournée des régions, il n'a pas caché son intention ; le centre-Sud, dernière étape, attendra le 11 juin. Entre temps, il se rend en France en février 1983 ; à la sortie de l'Elysée où il vient de s'entretenir avec son homologue français M. François Mitterrand, Biya se fait apostropher par des journalistes français qui veulent savoir s'il envisage d'associer les « upécistes » au gouvernement. Sa réponse est inattendue : « Nos compatriotes, demeurés pour différentes raisons à l'étranger, peuvent regagner le pays, s'ils le désirent ». Dans les milieux de l'opposition clandestine, on croit rêve.

On est d'autant plus heureux que M. Ahidjo et son parti, dont M. Paul Biya est le vice-président, ont fait de l'anéantissement de l'Union des Populations du Cameroun leur credo. A l'hôtel où il loge, les journalistes relancent le débat sur la même question et sa réponse fuse, presque identique mais avec un peu de nuance : « L' UPC, en tant que telle, n'a aucune existence légale au Cameroun. Mais je sais qu'il y a des camerounais qui se réclament de cette appellation, dont certains se trouvent en France. Mais je dis que s'ils veulent rentrer au Cameroun, ils peuvent rentrer ».

A dire vrai, ce léger changement de ton n'échappe pas à certains militants de l'UPC qui constatent alors que M. Biya vient de faire machine arrière. Le sentiment que laisse toutefois cette visite du président est celui d'un homme sensible au sort de ses compatriotes qui, depuis environ deux décennies, sont réfugiés à l'étranger, sans espoir de revoir la terre de leur naissance. C'est vrai M. Biya n'était guère un habitué des manifestations et il n'a pas non plus pris part aux massacres des opposants.

Le 11 juin 1983, le président est reçu par les élites du Centre-sud. Les bétis en ont fait leur affaire, ils n'ont pas lésiné sur les moyens. C'est leur fils qu'ils honorent aujourd'hui, une fois n'est pas coutume. En dépit de quelques faux sur la date de la réception choses ont été bien faites. On sent aussi que certains individus cherchent à se faire remarquer du nouveau président.

Dans un tel contexte, le président prononce les paroles suivantes inattendues, mais désormais célèbres par leur ambivalence, qui laissent les élites bétis décontenancées : « Oui par la force des choses et par la volonté de Dieu, je suis originaire du Centre-sud, je suis président de tous les camerounais, du nord au sud, de l'est à l'ouest ». A ceux qui pensent que c'est au tour des bétis de manger, il leur balance en pleine figure : « Ce serait une dangereuse illusion que certains de nos compatriotes prétendent avoir des droits et des privilèges particuliers, notamment dans le processus de nomination à des fonctions importantes, en dehors des critères autres que leurs compétences, leur engagement au service de l'Etat et de la Nation, leur loyalisme et leur fidélité à l'égard des institutions, ainsi que l'exemple qu'ils sauront montrer et répandre, par leurs comportements, de leur conscience professionnelle, et du respect de la légalité républicaine ».⁵⁹ Dans la même logique, toujours dans le cadre de son périple il dit ceci : « Nul ne peut construire durablement le Cameroun en s'appuyant sur une seule tribu ».

Dans le reste du pays, cette intervention franche, objective et directe, contribue à donner de M. Biya l'image d'un homme honnête, intègre, impartial. Il apparaît comme l'incarnation de la rigueur qu'il prêche depuis son arrivée au pouvoir. On a vraiment comme l'impression qu'une aube nouvelle est en train de s'installer, la révolution Biya est en train de se mettre en marche, certes, c'est une impression, les paroles ne sont pas encore suivies d'actes concrets mais les « barons » restent en place.

⁵⁹ Mbarga V.N., *Ruptures et continuités au Cameroun*, Harmattan, 1993 PP.31-32

M. Biya a focalisé son intention sur la construction de l'Etat comme son prédécesseur, d'où ses discours et actions sur l'intégration nationale. Les raisons qui peuvent justifier une telle attitude sont légions. Premièrement, la société était tiraillée par les revendications et les attentes des différents groupes ethniques et sociaux. Dans un article très favorable à M. Ahidjo, paru dans l'hebdomadaire du 12 novembre 1982, Pierre Chaleur brosse un tableau des différents problèmes auxquels M. Biya devra faire face. « A l'intérieur, écrit Pierre il se trouvera face à de graves problèmes. Deuxièmement, il lui faudra faire face aux poussées envahissantes des grands courants ethniques que M. Ahidjo avait réussi à neutraliser, et qui peut être se réveilleront.

Les musulmans du Nord entendent conserver, en effet, leur large influence au sein du Gouvernement. Les évènements qui se sont produit au Nigeria voisin, les massacres d'étrangers et même de policiers, à l'appel de fanatiques, sont de nature à faire réfléchir et appellent l'attention des autorités. Les Bamiléké de l'ouest, une force vive du pays dont le dynamisme s'étend des plateaux grassfield à Douala et jusque dans l'Est et dont on se plaisait à dire qu'ils étaient neutralisés, Autant de préoccupations que M. Biya connaît bien, d'ailleurs, mais qu'il devra résoudre lui-même dans les deux ans à venir. Puisse-t-il le faire avec autant de bonheur que son prédécesseur !

Comment le nouveau président de la République saura-t-il concilier les attentes de tous ces groupes ? On se souvient que M. Ahidjo aimait à rappeler que, s'il venait à disparaître, le Cameroun sombrerait à nouveau dans une guerre civile.⁶⁰ L'euphorie populaire survivra-t-elle au 6 novembre 1982 ? Ce n'est pas un pays réconcilié avec lui-même que M. Paul Biya hérite de M. Ahidjo.

C'est un pays en équilibre instable, une bombe à retardement prête à exploser à la moindre friction. L'article de Pierre Chaleur, déjà évoqué, fait allusion à une autre menace qui viendrait de l'ancien président lui-même. « Il y a si peu de temps, écrit –t-il, qu'il avait fait construire un palais somptueux, et il

⁶⁰ Mbarga V.N., *Ibid.* pp. 23-24.

conserve la présidence de l'UNC, aurait-il l'intention, après un temps de repos, de revenir sur la scène en rénovant à la base l'outil qu'il n'avait pu mettre au point quand il était président de la république. Peut-il faire comme M. Julius Nyerere, qui démissionna pour se consacrer au parti qui devait le porter de nouveau au pouvoir ?

2-Le remaniement Ministériel

M. Paul Biya, nouvellement installé dans le fauteuil de président de la république unie du Cameroun, préside son premier conseil des ministres le 11 novembre 1982. Le Gouvernement formé le 6 novembre porte encore les empreintes d'Ahidjo. Ceux qui attendaient le grand chambardement sont déçus. Les « barons » n'ont pas été touchés. Bello Bouba Maigari, administrateur civil principal, 35 ans, est promu Premier Ministre. C'est un technocrate d'origine foubé. Il était ministre de l'économie et du plan dans le précédent gouvernement.

Déjà, il fut secrétaire général du ministre des forces armées, secrétaire général du ministre de l'économie et du plan, secrétaire général adjoint de la présidence de la république. Un parcours presque sans faute qui n'est pas sans rappeler celui de M. Biya lui-même. Outre Bello, on relève la présence d'autres collaborateurs d'Ahidjo tels que Sadou Daoudou, Maikano Abdoulaye.⁶¹ Le message que le président adresse à ses ministres est sévère. Il leur demande « une gestion saine et efficace des services et du patrimoine publics. A travers une telle gestion, vous devez non seulement en donner l'exemple dans votre comportement et vos activités, mais également combattre ces maux dont la Nation est à juste titre préoccupée et que le Gouvernement s'est, avec fermeté et persévérance, engagé à enrayer : le tribalisme, la corruption, le laxisme, les fraudes, le détournement des deniers publics... ».

⁶¹ Mbarga V.N., *Ibid*, p. 27

Le discours du président est repris par les médias nationaux et internationaux. Il vient confirmer les espoirs que nourrissent ceux qui attendent de M. Biya qu'il déploie une éthique nouvelle du service public au sommet de l'Etat Avec son programme baptisé le renouveau ,il veut s'appuyer sur la rigueur dans la gestion des biens publics, la moralisation des comportements sociaux, la libéralisation de la vie politique et surtout la poursuite de la construction de l'Etat à travers l'intégration nationale, l'œuvre commencée par son prédécesseur.

B- LA COMMUNION AVEC LE PEUPLE CAMEROUNAIS

Une fois dans son fauteuil de président de la république, Paul Biya choisit l'offensive du charme pour séduire la population, c'est ainsi qu'il opta la signature d'importants textes et la communion avec les populations en faisant les tours des régions.

Le 17 novembre 1982, Paul Biya augmente de 13% l'ensemble des salaires des agents du public et du privé⁶². Cette mesure est accueillie très favorablement. Les augmentations de salaires sont toujours très populaires ; ce fut le premier état de grâce entre les camerounais et leur nouveau président. Cette lune de miel est amplifiée par le communiqué de Bello Bouba signé le 24 novembre, annonçant que le Gouvernement va procéder à un recrutement spécial de 1500 jeunes gens et jeunes filles titulaires d'une licence de l'enseignement supérieur .Le président tient à plaire, il choisit l'offensive du charme. Le 9 février 1983, M. Biya entreprend une tournée de prise de contact avec les populations des provinces. Le peuple camerounais dans son ensemble, il faut l'avouer, ne connaît pas son nouveau président puisqu'il n'y avait pas encore la Télévision au Cameroun .Il recherche le contact direct avec, il veut parler aux camerounais sans intermédiaire. Il veut les entendre poser les

⁶² Mbarga V.N., *Ibid*, p 28.

problèmes particuliers de leur province, il veut les sentir. Comme première de sa tournée, il choisit Bamenda, ce n'est pas un choix fortuit, il a longuement mûri sa réflexion. Il dit ceci : « Je suis bien tenté de commencer par Garoua, avouait-il à Henri Bandolo.⁶³ Mais vous connaissez les camerounais : ils diront que j'y vais en pèlerinage pour faire acte d'allégeance. Bien entendu, il est hors de question que j'aille à Sangmélina. D'abord, ce n'est pas un chef-lieu de province. Et vous pouvez imaginer, d'ici, les critiques que soulèverait le fait que ma première prise de contact avec les populations soit avec celles de ma localité d'origine. Et même si je commençais par Yaoundé, qui est le siège des institutions, les gens y verraient encore l'appel du sud, l'appel du sang. Les camerounais ont l'esprit très aiguisé et très critique, il faut toujours en tenir compte, avec eux, il faut toujours regarder où l'on met les pieds. A priori, Bamenda n'apparaissait pas comme une étape facile. C'est le fief de M. John Foncha, ancien premier ministre du Cameroun occidental, ancien vice-président de la République Fédérale du Cameroun dont il est l'un des principaux architectes. M. Ahidjo l'a écarté des affaires en 1970. Il s'est retiré auprès des siens en plein cœur du pays anglophone, nul ne sait ce qu'il mijote ni même s'il mijote quelque chose. En revanche, il ne fait pas de doute que ses avanies lui ont porté énormément préjudice auprès des populations anglophones qui estiment, non sans raison, qu'il s'est fait rouler dans la farine par les francophones. M. Foncha se retrouve aujourd'hui sans assise politique, il attend donc avec beaucoup d'intérêt le message de M. Paul Biya. A Bamenda, le chef de l'Etat remporte un franc succès, il choisit de s'adresser à la foule en anglais.

II- LES CHANGEMENTS D'OBJECTIF A LONG TERME DONNANT UNE PERSPECTIVE A LA RUPTURE

Après avoir plusieurs fois s'incliner devant son prédécesseur dans les décisions importantes, dont on se moquait alors en disant qu'il « encaisse, mais

⁶³ Bandolo H., *La flamme et la fumée*, Editions Sopecam, Yaoundé, 1986, page 70.

ne réagit pas », Paul Biya a finalement contre-attaqué ; dans une interview donnée à une radio internationale et publiée le 18 juin par le quotidien d'Etat Cameroon Tribune, il a répondu à Ahidjo : « En ce qui concerne la constitution, qui est la règle la plus élevée, il est dit que c'est le Président de la république qui définit la politique de la Nation ». Il a procédé le même jour au remaniement gouvernemental, sans avoir cette fois consulté Ahidjo. Ce qui va inexorablement déboucher sur une crise politique.

A-LES MENACES A LA CONSTRUCTION DE L'ETAT AU CAMEROUN

Nous ferons mention ici du bicéphalisme au sommet de l'Etat et une tentative de déstabilisation politique.

Un remaniement ministériel en avril 1983 a fait quelques vagues. M. Ahidjo aurait souhaité replacer quelques-uns de ses hommes, il n'aurait pas apprécié les choix de M. Biya, celui-ci n'a rien voulu céder. Des rumeurs faisant état de frictions de plus en plus graves entre M. Biya et son prédécesseur se font persistantes. On relève des entorses au protocole lors des cérémonies auxquelles prennent part les deux hommes. On note une omniprésence d'Ahidjo dans la gestion du pays et les réserves sont émises sur le bicéphalisme de fait au sommet de l'Etat.

Rien de vraiment inquiétant n'est cependant, porté devant le public, pourtant il semble bien qu'un conflit latent oppose les deux hommes sur le rôle du parti en ce qui concerne la gestion des affaires de l'Etat. On a encore en mémoire l'interview accordée par Ahidjo à Cameroon Tribune le 31 janvier 1983 dans laquelle il affirmait que le parti définissait les orientations de la politique nationale et que le rôle du Gouvernement était de les appliquer ; on l'oppose à celle de M. Biya du 5 juin 1983 dans laquelle le président de la

République contredit son prédécesseur en affirmant que, d'après la constitution, la définition de la politique de la Nation revient au président de la république.

La crise se prolonge jusqu'au 18 juin, date à laquelle le président de la république exclut du Gouvernement les « caciques » : Sadou Daoudou, Eboua Samuel, Ayissi Mvondo Hamadou Moustapha pour ne citer que les plus médiatisés, ce fut l'action la plus ferme de Biya à ce jour. Sans doute le pays est dans un état de choc, et le président français François Mitterrand est attendu au Cameroun, le 20 juin pour une visite officielle.

Même les détracteurs des dignitaires du régime Ahidjo sont surpris. Qu'est-ce qui peut bien se cacher derrière ce grand coup de balai ? Il faudra attendre le 22 août 1983 pour que les camerounais apprennent, de la bouche de leur président, le premier indice officiel du drame qui se joue dans l'ombre depuis plusieurs mois : un complot visant à porter atteinte à la sécurité de la république vient d'être déjoué par les services de sécurité ; ses auteurs ont été appréhendés, leur dit le président de la république dans une allocution radiodiffusée, et sont passés aux aveux complets. Cette nouvelle s'abat sur le pays comme une chape de plomb.

C'est la première fois, depuis que le Cameroun jouit de sa souveraineté, que les autorités annoncent une tentative de coup d'état. Jusque-là, le pays a plutôt échappé à l'épidémie de putschs militaires qui a envahi l'Afrique dès le milieu des années 1960. Non pas qu'il n'y eût jamais de tentatives déjouées au Cameroun. Des rumeurs avaient déjà couru à cet effet plusieurs fois sous M. Ahidjo ainsi que sous M. Biya, cette fois il ne s'agit plus d'une rumeur, mais d'une conspiration visant à assassiner le président de la république vient d'être découverte.

M. Biya débarque du Gouvernement Bello Bouba et Maikano Abdoulaye, ils sont remplacés respectivement par MM. Ayang Luc et Gilbert Andze Tsoungui ; il annonce aussi une série de mesures visant à renforcer le dispositif sécuritaire. Quels sont les auteurs de ce complot ? Les soupçons portent bien

évidemment sur les Nordistes et surtout sur celui que les camerounais appellent désormais « l'ex ».

Dès le lendemain de l'annonce du complot déjoué. Ahidjo, exilé à Grasse depuis le mois de juillet, s'en prend vivement à M. Biya dans une déclaration à Radio-France Internationale, il l'accuse d'avoir « instauré un régime policier de terreur, de menaces, de mensonges et d'intoxication ». Ahidjo accuse enfin Biya de vouloir faire diversion au lieu de s'occuper de la situation sociale, politique et économique qui d'après lui, « se dégrade à vue d'œil ».

Le Cameroun est en émoi, la rupture entre les deux hommes paraît totale, Biya encaisse mais ne fait aucune déclaration publique, il n'en pense pas moins ; les prochaines semaines vont être très périlleuses, puisque l'épreuve de force semble bel et bien engagée, il faut qu'il aille jusqu'au bout ; il va même jusqu'à le conseiller en privée de commettre un parricide symbolique s'il souhaite affirmer son autonomie et son autorité. L'opposition « upéciste » sort de la clandestinité et trouve avec cette affaire l'occasion d'envenimer la situation. Elle meurt d'envie de voir M. Ahidjo affronter l'humiliation publique, et pourquoi pas le peloton d'exécution ; aussi s'empresse-t-elle de demander au président Biya dans un message de soutien, de lancer un mandat d'arrêt international contre Ahidjo et d'organiser un procès public La démission d'Ahidjo de la présidence nationale de l'UNC fait baisser la tension mais n'éteint pas l'incendie.

Un congrès extraordinaire porte Biya à la tête du parti mettant ainsi un terme au bicéphalisme et la carrière politique d'Ahidjo. Triste fin de carrière pour cet homme qui a tout donné à la politique ; curieusement, ce 14 septembre 1983 marquera aussi le premier faux pas majeur du nouveau président de la république. Ainsi, ils sont nombreux les camerounais, qui ce 14 septembre souhaitent que le président Biya qui ne ressemble pas à ces gens-là, annonce la fin de sa collaboration avec l'Union Nationale Camerounaise et la création d'un autre parti politique, plus à son image.

Lorsqu'il prend la parole au palais des congrès, Biya renouvelle son intention de « donner naissance à une démocratie authentique et à une société plus ouverte ». Il entonne encore une fois l'hymne à la rigueur et à la moralisation ; ensuite il dérape, persiste et signe. « L'UNC proclame-t-il, à la grande joie des caciques en déroute, demeure un instrument irremplaçable des efforts de construction nationale ».

Le 19 juin, Biya n'a pas assisté à la réunion du bureau politique du parti présidée par Ahidjo, obligeant ce dernier à mettre de côté son projet de révision constitutionnelle. Biya a continué sur sa lancée en réorganisant le commandement militaire, afin de casser le système mis en place par son prédécesseur : il a fait passer le nombre des généraux de un à quatre. Entre l'ancien et le nouveau président, la bataille semble ouvertement déclenchée. Elle dépassait le cadre politique.

C'est dans un climat de grande fébrilité que s'est tenu en mars 1985 à Bamenda le congrès de l'UNC. Celui-ci a changé le nom pour devenir le « Rassemblement Démocratique du peuple camerounais » (RDPC). Dans son discours d'ouverture, Biya a fait allusion aux querelles intestines : « Il me plaît de prime à bord de pouvoir observer, pour m'en féliciter, que rien n'a donc pu empêcher la tenue de nos présentes assises. Rien, pourtant, ne nous aura été épargné... Ni les surprises désagréables, ni les émotions, ni les déceptions, ni le feu, ni le sang, ni les larmes(...). Tout aura été entrepris pour s'opposer à la tenue des présentes assises(...). C'est dire que si notre présente rencontre ne devait nous permettre que de nous féliciter d'avoir pu tenir les assises de ce congrès, il y aurait déjà un bien grand motif de satisfaction et de légitime fierté pour toutes et tous les militants de l'Union Nationale Camerounaise ».

Cependant, si la crise de 1984 a en partie renforcé Biya, elle a aussi entraîné chez lui un important changement de priorités : il a adopté une logique sécuritaire, faisant de sa sécurité et de la stabilité de son pouvoir ses seuls centres d'intérêt. En outre, la situation économique semblait se dégrader : en

1985, Mongo Béti ⁶⁴ décrivait un pays en mauvaise santé, sans projet, rongé par la corruption, le clientélisme, l'enrichissement illicite, le manque de conscience professionnelle : « les services publics sont en voie de paralysie preuve de la dégradation du climat social et économique ».

B-LA CRISE ECONOMIQUE ET LES ANNEES DITES DE BRAISE AU CAMEROUN

A la fin de l'année 1986, la situation s'est brutalement dégradée : le Cameroun a plongé dans une crise économique d'une gravité sans précédent, provoquée par plusieurs facteurs. Ce qui a conduit à un climat social désenchanté.

1-Les facteurs ayant entraîné la crise

Le pays a d'abord été victime de la conjoncture économique internationale. Sur le marché mondial, la baisse de la moitié du prix de pétrole en 1986 a en effet eu des conséquences désastreuses, avec le niveau de recettes d'exportation du pays qui était déjà en diminution en raison de la baisse de production des puits pétroliers⁶⁵ qui a dégringolé.

Les recettes pétrolières, qui se montaient à 722 milliards de FCFA lors de l'année fiscale 1984-1985, sont ainsi passées à 419 milliards de francs l'année suivante et à 233 milliards en 1987-1988. S'est ajouté la diminution des prix sur le marché mondial du cacao, du café, du coton et du caoutchouc. Pour l'Etat camerounais, les baisses de recettes liées au cacao et au café ont atteint -25%. En 3 ans, les recettes totales du pays ont chuté de 29%. En 1987-1988, le pays a accusé un déficit fiscal représentant 6% de son PIB tandis que le déficit de sa balance de paiements est passé d'un excédent de 4,4% du PIB en 1984-1985 à un déficit de 8,8% en 1986-1987.

⁶⁴ Mongo Béti, *La ruine presque cocasse d'un polichinelle*, Editions des peuples noirs, 1979.

⁶⁵ Le volume du pétrole exporté a baissé de 7% entre 1984-1985 et 1987-1988.

Des facteurs internes ont été largement responsables de la crise. La mauvaise gestion des entreprises publiques et parapubliques, qui pour beaucoup n'avaient pour seule fonction d'assurer des prébendes à l'élite politique et administrative sous Ahidjo puis sous Biya, ont été de véritables gouffres financiers pour l'Etat.

Plusieurs banques ont fait faillite, en partie parce que les crédits qu'elles avaient octroyés n'ont pas été remboursés par leurs clients, souvent des entreprises publiques ou des personnalités politiques importantes. A la fin des années 1980, L'Etat était « certes créancier de près de 140 millions de FCFA sur le système bancaire, mais celui-ci a dû dans le passé accorder aux commerçants bamiléké et aux *aladji* des prêts estimés officieusement à plus de 100 milliards de FCFA. De nombreuses entreprises publiques ont cessé leurs activités. Malgré les plans de développement production du cacao et celle du coton ont baissé à partir de 1980. Ces mauvais résultats ont influé sur le taux d'exode rural : il s'est accéléré au point que le Cameroun a enregistré au début des années 80 un des taux de croissance urbaine les plus élevés des pays du sud.

Le Gouvernement n'a pas tout de suite réalisé la gravité de la situation. Le président Biya a même déclaré que la crise allait seulement passer à travers le pays sans le toucher. Il n'a donc pas cherché à limiter les effets de cette récession. Alors qu'elle aurait dû être freinée, les dépenses de l'Etat ont même augmenté. Entre 1982 et 1988, le nombre des fonctionnaires a doublé, le budget de certains ministères a été doublé tandis que de nouveaux ont été créés.

Le 20 juin, devant l'Assemblée nationale, Biya, reconnaît officiellement que le pays était en crise, a rendu public un plan de rigueur tout en affirmant : « Nous n'irons pas au FMI ». Les recrutements ont été gelés dans la fonction publique, le nombre des fonctionnaires diminué. Mais trop tard : les dispositions prises par le gouvernement n'ont pas permis de redresser la situation.

Le discours du chef de l'Etat a alors changé : « Avec ou sans le FMI, le Cameroun se sortira de la crise », a-t-il dit à la fin de l'année 1987. Le

gouvernement s'est finalement vu obliger de solliciter un prêt auprès de FMI avec lequel il a passé un accord en septembre 1988. Il a obtenu ensuite en juin 1989 un premier prêt d'ajustement structurel de la part de la Banque Mondiale. Le Cameroun est alors devenu un « pays pauvre très endetté » : C'est le pays d'Afrique qui connut la plus forte régression.

Biya s'est peu à peu transformé en chroniqueur technique et précis de la crise. Dans son discours de fin d'année 1989, il a brossé le bilan pour ses concitoyens. Le marasme est devenu général et s'est installé durablement : Entre 1984 et 1991, la production de l'industrie camerounaise a diminué de 14% en volume, son taux d'investissement est passé de 45% à 17% de sa valeur ajoutée. Dans ce contexte de grave crise économique et sociale, le mécontentement vis-à-vis du pouvoir a encore grandi ; ce qui explique les manifestations en mi-décembre des populations.

2- Les années dites de braise au Cameroun

De plus en plus sur la défensive, le président Paul Biya a rappelé aux affaires l'ancien chef des services secrets de l'ère Ahidjo, Jean Fochivé puisqu'il s'agit de lui fut nommé à la tête du Cener, la police politique et du secrétariat d'Etat à la sécurité intérieure(Sesi). En contrepartie des financements extérieurs dont le pays a cruellement besoin le chef de l'Etat a cédé aux pressions externes en libérant certains prisonniers politiques.

En février 1990 à Douala, un certains nombres de personnes soupçonné d'avoir voulu créer un parti politique, ont été accusés de subversion. L'enjeu de l'affaire était alors évident pour tout le monde : le retour du multipartisme. En mauvaise posture, le pouvoir a organisé de nombreuses marches approuvant l'arrestation de Yondo Black et de ses camarades.

Le gouvernement s'est cependant rétracté : il a finalement affirmé que les dix accusés avaient été arrêtés pour « la tenue des réunions clandestines, la fabrication et la distribution de tracts hostiles au pouvoir, injurieux vis-à-vis du

président et incitation à la révolte », et non pas parce' ils voulaient former un parti politique. Sans ce retour en arrière, il aurait ouvertement bafoué la constitution⁶⁶.

Le 19 avril, Biya s'est fermement élevé contre l'idée d'une démocratie multipartite, critiquant la reprise de « modèles et formules politiques importés de l'étranger » : « je vous ai compris », a-t-il dit aux militants du RDPC, qui avaient manifesté bruyamment contre le multipartisme. « Je vous félicite.

Le Cameroun aujourd'hui a un problème majeur : La crise économique. Le reste n'est que manœuvres de diversion, d'intoxication et de déstabilisation. Je compte sur votre vigilance». Les déclarations n'ont pas empêché qu'un nouveau pas soit franchi quelques jours après : le mois de mai a été marqué par un fait majeur avec le lancement d'un parti d'opposition, le Social Democratic Front(SDF). Parmi ses fondateurs : John Fru Ndi, un anglophone de Bamenda et ancien membre du RDPC⁶⁷ qui en deviendra la tête de proue. Après l'avoir fait enregistrer auprès de l'administration⁶⁸, Fru Ndi et ses camarades ont décidé d'organiser le meeting inaugural du SDF le 26 mai dans leur fief, à Bamenda.

Malheureusement les choses se sont mal passées : les forces de l'ordre sont intervenues et, en partie dépassées par le nombre de participants au rassemblement, elles ont ouvert le feu, laissant sur les carreaux 6 morts. La version officielle a toutefois affirmé que les victimes avaient été piétinées par la foule.

Les événements se sont ensuite enchaînés : le 3 juin, la conférence des évêques du Cameroun a fait une critique vis-à-vis des autorités. « Nous sommes bien obligés de constater, de jour en jour, autour de nous, des violations de plus en plus flagrants des droits de l'homme : des pauvres, des faibles sans défense,

⁶⁶ Selon la constitution, « les partis et formations politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils doivent respecter les principes de la démocratie, de la souveraineté et de l'unité nationale. Ils se forment et exercent leurs activités conformément à la loi.

⁶⁷ En 1988, il avait échoué aux primaires organisées au sein du parti avant les législatives.

⁶⁸ Les statuts du SDF avaient été déposés le 14 mars. L'administration n'a pas manifesté de désaccord au cours des 60 jours suivants, ce qui équivalait à une législation de fait.

sont livrés à l'arbitraire des fonctionnaires sans scrupule, d'agents de forces de l'ordre ou même de personnages aux attributions mal définies, couverts soit du manteau du parti, soit d'une mystérieuse impunité qui fait scandale », ont écrit les prélats⁶⁹.

Dans ce texte, ils demandaient aussi « que la censure ne musèle(...) pas la bouche de ceux qui ont quelque chose à dire pour promouvoir des valeurs fondamentales : qu'elle ne paralyse la main de ceux peuvent écrire ; qu'elle n'étouffe pas le cerveau de ceux qui peuvent penser. » Les évêques prenaient clairement position : « Le devoir des décideurs et élites, pour le Cameroun d'aujourd'hui, est de déployer tous les efforts pour hisser notre pays à l'âge de la vraie démocratie, où chaque citoyen se sente à l'aise, c'est-à-dire protégé et encouragé ».

Enfin, ils mettaient en cause les pratiques des gouvernants : « La fuite des capitaux vient aggraver une situation déjà catastrophique. Le pays saigné à blanc, voit aussi bloquée sa vie économique, politique, sociale et culturelle. Parmi les raisons que l'on donne, on déplore surtout l'égoïsme et la cupidité des grands et des riches.

Le 9 juin 1990, la contestation a gagné le RDPC : John Ngu Foncha, ex-premier ministre du Cameroun britannique, ex-premier ministre de l'Etat fédéré du Cameroun occidental et ancien vice-président du Cameroun, a démissionné de son poste de premier vice-président du bureau politique du parti. A la même période s'est tenu le sommet France-Afrique à la Baule, qui a joué un rôle important. « L'aide de la France sera plus tiède envers les régimes autoritaires et plus enthousiaste envers ceux qui franchissent le pas vers la démocratie et le respect des droits de l'homme », y a déclaré le président français François Mitterrand. Biya a entendu le message : il l'a repris le 28 juin devant les militants de son parti réunis pour un congrès, baptisé pour la circonstance «

⁶⁹ La lettre n'a cependant pas fait l'unanimité au sein de la hiérarchie catholique : Mgr Jean Zoa, réputé proche du régime, s'y est opposé.

Congrès de la liberté et de la démocratie ». « Le RDPC doit se préparer désormais à une concurrence éventuelle », a-t-il dit.

En février, plusieurs partis politiques ont été créés et de nombreuses associations ont aussi vu le jour. En octobre 1990, les partis d'oppositions et les nouvelles organisations de la société civile sont passés à une étape supérieure : ils se sont regroupés dans une « coordination de l'opposition ». Cette coalition a immédiatement réclamé la tenue d'une conférence nationale souveraine pour fonder un nouvel ordre politique et institutionnel. En mars 1991, on assiste à une grève générale qui gagne presque tous les secteurs de la vie. Face à ce mouvement de grande ampleur, le président Biya a dû faire quelques concessions (adoption d'une loi amnistie générale pour les prisonniers politiques et le rétablissement du poste du premier ministre),

A partir de la fin du mois de mai, l'opération « villes mortes et désobéissance civile » est devenue systématique. Une situation confuse s'est installée avec des actes de violence de part et d'autre. Malgré la détermination de ses concitoyens, Biya n'a pas cédé, déclarant même devant le parlement, le 27 juin 1991 : « je l'ai dit et je le maintiens : La conférence nationale est sans objet pour le Cameroun ». Il a ajouté une phrase, restée depuis célèbre : « le Cameroun, c'est le Cameroun », pour signifier que son pays n'avait pas à faire comme les autres. Pour dénigrer l'opération « villes mortes », qui n'était toujours pas suivie dans la capitale, il a également affirmé : « Tant que Yaoundé respire, le Cameroun vit ». L'ordre doit régner au Cameroun ! La démocratie doit avancer ! L'ordre régnera ! La démocratie avancera ! a conclu le président.

Son ton méprisant et vindicatif a aussitôt donné lieu à des violences à Douala, Bamenda, Limbe et Kumba perpétrées par des jeunes en colère. Début juillet, Biya a utilisé une autre tactique pour mettre fin aux revendications, en proposant de recevoir chacun des leaders de la coordination. Biya de son côté a entrepris une tournée provinciale.

Elle commence le 20 septembre par Douala où personne n'imaginait qu'il pourrait se rendre, alors que l'opération « villes mortes » était toujours en vigueur : « Me voici à Douala, porteur d'un message de paix et de réconciliation », y a-t-il lancé. Les camerounais ont retenu de l'événement que les autorités leur avaient infligés une « fessée nationale souveraine »⁷⁰.

Le 11 octobre 1991, Biya a semblé faire un pas vers l'opposition en annonçant la tenue d'une « rencontre tripartite », réunissant gouvernement-opposition-société civile, et des élections législatives anticipées pour février 1992. .

En somme, la dynamique de la construction de l'Etat au Cameroun commencée depuis l'accession à l'indépendance avec A. Ahidjo sous le slogan « d'unité nationale » a poursuivi son bonhomme de chemin. L'arrivée au pouvoir en novembre 1982 de P. Biya n'a pas connu de changements majeurs. L'intégration nationale qui a remplacé l'unité nationale était confrontée à plusieurs problèmes qui de près ou de loin ont eu d'inconvénients sur ce processus, mais, qui aujourd'hui à l'ère de la mondialisation n'ont pas empêché au pays d'enregistrer des avancées considérables même si beaucoup reste encore à faire.

⁷⁰ « J'ai été le premier arrêté après une manifestation violemment dispersée, se souvient Jean-Jacques Ekindi. J'ai été conduit à la Brigade de la gendarmerie du sport. Les autres leaders s'étant réunis pour exiger ma libération ont été également arrêtés et conduits à la même brigade. Nous avons été déshabillés et obligés de coucher en slip à même le sol d'une cellule putride. Puis nous avons été torturés. Les gendarmes nous frappés sur la plante des pieds dénudés avec le plat de lames en acier ou en caoutchouc. Une fois libérés, nous avons été admis pour quelques jours à la Polyclinique Soppo Priso, les pieds boursoufflés et en sang.

CHAPITRE 4 : BILAN ET PERSPECTIVES A L'ERE DE LA MONDIALISATION

54 ans après l'enclenchement de la dynamique unitaire au Cameroun, il est possible de se réjouir de quelques acquis engrangés à la faveur de la construction de l'unité et de l'intégration nationale dans la diversité sociale, ethnique, culturelle, géographique et politique. L'exemple de la cohabitation pacifique entre les différentes composantes ethnico-tribales apparaît à cet égard comme une preuve palpable et tangible de l'encrage de la ferveur unitaire dans les manières de vivre des concitoyens. Même si de temps à autre, il y a quelques de conflictualité qui entachent les rapports sociaux et se positionnent comme entraves à un affermissement de l'unité et de l'intégration nationale.

I-L'UNITE ET L'INTEGRATION NATIONALES AU CAMEROUN, DES ACQUIS AU REGARD DES ENJEUX

Les pouvoirs publics camerounais confortés par les citoyens et la société civile, ont réalisé des avancées significatives en matière de construction de l'état⁷¹. Elle est perceptible tant dans les dispositifs des normes juridiques en vigueur, dans la nomenclature des institutions, que dans les faits.

A-LES INDICATEURS NORMATIFS, INSTITUTIONNELS ET FACTUELS

On distingue les indicateurs normatifs, institutionnels et factuels.

1-Les indicateurs normatifs

La constitution du 2 juin 1972 soumet toute organisation de l'Etat camerounais, y compris le peuple camerounais à un ordre constitutionnel régi

⁷¹ Entretien avec M. Mamos, environ 50 ans, Magistrat, Yaoundé, 12 mars 2016.

par les principes d'unité nationale. L'unité du pouvoir ou de la souveraineté signifie que seul l'Etat dispose du pouvoir normatif.

L'unité juridique se traduit par l'adoption d'une seule constitution de 2 juin 1972 qui annonce le passage de la fédération à la république unie du Cameroun. Lorsqu'il dispose que « La république fédérale du Cameroun, formée de l'Etat du Cameroun oriental et de l'Etat du Cameroun occidental devient à compter de l'entrée en vigueur de la présente constitution, un Etat unitaire sous la dénomination de la république unie du Cameroun ».

Elle se traduit également par l'uniformisation du droit applicable sur le territoire national. Cette harmonisation a pour objectif de créer un système unique à partir des systèmes différents. Toujours dans la même lancée, Le préambule de la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996 dans le premier bloc pose : « Le peuple camerounais fier de sa diversité linguistique et culturelle, élément de sa personnalité nationale qu'elle contribue à enrichir, mais profondément conscient de la nécessité impérieuse de parfaire l'unité, proclame solennellement qu'il constitue une seule et même nation, engagée dans le même destin et affirme sa volonté inébranlable de construire la patrie camerounaise sur la base de l'idéal de fraternité, de justice et de progrès ». La présente profession de foi témoigne sans cesse le ferme engagement du Cameroun à faire de l'Etat, le creuset de l'intégration et de la cohésion.

Par ailleurs, aux termes de l'article 1^{er} alinéa 2 de la constitution, il ressort clairement que : « La république du Cameroun est un Etat unitaire décentralisé, elle est une et indivisible ». En outre, l'affirmation de l'unité nationale par la constitution camerounaise découle de l'article 64, considéré comme socle de la rigidité de la constitution. On peut lire en substance que « aucune procédure de révision de la constitution ne peut être retenue, si elle porte atteinte à la forme républicaine de l'Etat à l'unité et à l'intégrité de la république ».

Ainsi, toutes les normes juridiques de la constitution aux règlements en passant par les lois s'appliquent sur toute l'étendue de la république, c'est le cas du code électoral.

2- L'unicité institutionnelle

Il convient de montrer que l'unité nationale se traduit par l'architecture unifiée du gouvernement et du parlement. A l'ère du fédéralisme (1961-1972), les institutions camerounaises étaient duales. Sur le plan organisationnel, l'Etat est une seule institution comportant un seul gouvernement organisé, un parlement monocaméral et une seule justice. Dans ce dernier cas, il importe de relever que le droit camerounais est un brassage de droits caractérisé par la mise en compte des traditions judiciaires anglophones et francophones dans le système judiciaire national, d'où la juxtaposition de la Common Law et du droit civil.

Ces systèmes cohabitent et se rattachent à un groupe, à une ethnie ou à un espace géographique du territoire précis. Après l'indépendance, puis réunification des deux Cameroun ; l'Etat camerounais a entrepris d'unifier le droit sur l'ensemble du territoire dans l'optique de consolider l'unité nationale. Pour ce faire, un système judiciaire uniforme a donc été créé, donnant lieu à une réglementation uniforme dans les matières telles que le droit pénal, le droit du travail, le droit foncier, le droit civil etc. Une nette distinction était opérée entre le parlement fédéral et le parlement des états fédérés d'une part et d'autre part, le gouvernement fédéral, les gouvernements des états fédérés⁷².

Dès le lendemain de la réunification territoriale, John Foncha et Ahmadou Ahidjo se rencontrent à Foumban pour élaborer avec d'autres hommes politiques du Cameroun la constitution d'un état fédéral au sein duquel vivront les camerounais réunis. Foncha défendait la fédération par crainte d'être dévoré par

⁷² GODINEC P.F., *De la dépendance à l'autonomie : L'Etat sous-tutelle du Cameroun*, AFDI, Vol.3, 1957, 597-626.

« le géant francophone ». Ahidjo, quant à lui penchait pour un état unitaire. Mais le fédéralisme représentait une étape essentielle pour rassembler, dépasser, et universaliser « les valeurs et la force émotionnelle des parties tribales ». Plus tard, en 1972, Ahidjo dira : « ... Au moment de la réunification, nous avons opté pour le système fédéral. Ce choix correspondait à une volonté de réalisme. » Après avoir rappelé les disparités et les diversités culturelles du pays, le président continuait : « Ces disparités ne nous permettaient pas d'envisager raisonnablement un Etat unitaire. Celui-ci n'eût pas favorisé le renforcement de l'unité du peuple. » Cette situation aujourd'hui a pris fin.

Le parlement, l'exécutif et le pouvoir judiciaire se caractérisent chacun en ce qui le concerne par l'unicité. De même, au Cameroun, une certaine pratique constante s'est développée depuis 1992. Elle veut que le premier ministre soit ressortissant de la partie anglophone du pays, ce qui conduit à l'équilibre. C'est ainsi que Simon Achidi Ashu, Peter Mafani Musongue, Inoni Ephraïm, Yang Philémon se sont succédé.

3- Les indicateurs factuels

Il s'agit des événements heureux et malheureux qui ont jonché la vie de la nation.

*** La célébration des événements historiques**

Le peuple camerounais affirme son unité à travers la célébration des grands moments ou mieux les grandes dates qui ont marqué son évolution politico-institutionnelle. Les cinquantenaires de l'indépendance et de la réunification apparaissent à cet égard des vrai cas d'écoles.

En ce qui concerne les cinquantenaires de l'indépendance, l'évènement a été célébré avec faste et solennité le 20 mai 2010. Il a été célébré officiellement et en grandes pompes le 20 mai 2010. A cette occasion, une conférence panafricaine dénommée Africa 21 avait été organisé au mois de mai pour

réfléchir sur les cinquantenaires de l'Afrique sur le thème « L'Afrique, une chance pour le monde : réalités et défis ».

Mais comme certains camerounais et africains le savent, le Cameroun n'a pas été indépendant le 20 mai plutôt le 1^{er} janvier 1960. A la sortie du bureau de vote de l'école publique de Bastos lors des élections législatives et municipales de septembre 2013, le Président de la République avait dit, au sujet de la célébration du cinquantenaires de la réunification que : « je pense que avant la fin de l'année nous serons là pour célébrer le cinquantenaire de notre réunification ». La fin d'année 2013 est passée, le cinquantenaire de la réunification n'a pas eu lieu, c'est finalement le 20 février 2014 qu'il a été célébré à Buea. Suivi de la célébration du cinquantenaire des forces de défense à Bamenda le 8 décembre 2010. Tous les camerounais sans distinction avaient manifesté leur joie.⁷³

⁷³Entretien avec Kidmo, K., environ 67 ans, ancien combattant, Yaoundé, 12 avril 2016.

Photo n° 3: Le monument des cinquanteans de la réunification à Buea



Source : <https://www.google.com/search?q=monument+du-cinquanteans>.

Ce monument des cinquantenaires inauguré le 19 février 2014 à Buea par le chef de l'Etat P. BIYA est un édifice construit spécialement à l'occasion de cette célébration et qui symbolise la volonté des camerounais de vivre ensemble et, surtout de construire un pays uni, fort et prospère. Interviewé par la presse, P. Biya a déclaré que le monument dont-il venait de dévoiler la plaque commémorative est « magnifique » et « explicite », et qu'il représente bien l'unité du Cameroun dans sa diversité.

*** La célébration des événements culturels**

En ce qui concerne les événements sportifs, avant Biya, Ahidjo avait lui-même vu le profit qu'il pouvait tirer du foot : il l'avait mis au service de son projet « d'unité nationale », ⁷⁴ qui, même s'il était en partie sincère, servait de prétexte à sa mainmise sur toute la vie publique et politique.

En 1972, il avait fait en sorte que le Cameroun reçoive la 8eme édition de la coupe d'Afrique des Nations et pour l'occasion avait fait construire deux stades à Yaoundé et Douala. Après chaque trophée continental remporté par un club camerounais, Ahidjo et le peuple camerounais recevaient avec beaucoup de publicité les joueurs au palais présidentiel et mettait un point d'honneur à décréter férié et chômée la journée suivante.

C'est à partir de 1982 que l'équipe nationale a commencé à s'illustrer : Baptisée en 1972 par un décret présidentiel « Lions indomptables », elle a réussi à se qualifier au Mondial joué en Espagne. Bien qu'elle ne soit pas parvenue à gagner une seule rencontre, Ahidjo a reçu les « Lions » au palais présidentiel, à leur retour, pour les féliciter publiquement et glorifier à cette occasion la « nation camerounaise ». « Dans une compétition entre les meilleurs nations du monde, une compétition à laquelle vous participez pour la première fois, vous avez inscrit dans l'histoire et la mémoire des hommes, la marque de l'Afrique renaissante et montante, la marque du Cameroun, le Cameroun dans le

⁷⁴ Entretien avec E. Nguete, 40 ans, politicien, Yaoundé, 28 février 2016.

football est une autre de ses plus belles cartes d'identité. (...) Vous n'avez pas vaincu mais vous n'avez pas été vaincus, car vous aviez au fond du cœur cette conscience fortifiante et cette assurance réconfortante que vous êtes des lions indomptables, des camerounais engagés, des Africains intrépides », ⁷⁵ a déclaré le président.

En 1984, Biya était depuis deux ans à la tête de l'Etat, quand l'équipe nationale a remporté la CAN avant de réitérer l'exploit en 1988. L'année 1990 était celle de la consécration avec la coupe du monde jouée en Italie : Non seulement les lions ont remporté le match d'ouverture contre la tenante du titre, l'Argentine de Diego Maradona, mais ils sont devenus la première équipe africaine à atteindre les quarts de finale d'une coupe du monde. Coup de chance Biya était dans les tribunes lors de la victoire face à l'Argentine.

Biya en pleine tempête politique, a pu en tout cas respirer grâce au mondial. Hypnotisés par le foot, les camerounais étaient euphoriques pendant quelques semaines après la fin de la compétition. En 2002, Biya, se souvenant très probablement de la liesse de 1990 et de la manière dont le foot avait fait diversion, a programmé les élections municipales et législatives en pleine coupe du monde de football à laquelle participaient les lions. « Car une mauvaise prestation des lions indomptables pourrait avoir des répercussions politiques non négligeables », soulignait *la nouvelle expression*. ⁷⁶

Les fêtes culturelles telles que le Ngondo, le Nguon, la fête du coq qui sont souvent célébrées chez différents peuples sur l'étendue du territoire connaissent une forte affluence des convives des autres communautés, ce qui traduit un signe de fraternité et de la concorde entre les camerounais.

La vie d'une nation est souvent jonchée d'une série de drame. Le Cameroun en a déjà connu plusieurs et à chaque fois l'on a souvent salué la remarquable solidarité qui s'est souvent manifestée. Il s'agit entre autre : La

⁷⁵ « Comment les lions indomptables ont souvent préparé leurs coupes du monde », Le Jour, 3 mars 2010.

⁷⁶ « CAN 2004 : Le président impose Mboma », *La Nouvelle Expression*, 13 janvier 2004.

catastrophe du lac Nyos dans le Nord-Ouest. Le 22 août 1986, le Cameroun est en deuil. Dans la nuit, les populations de la région de Nyos, près de Wum, dans la province du Nord- Ouest sont surprises dans leur sommeil ; une odeur d'œuf pourri flottant dans l'air, au bout d'une heure, l'irréparable est faite. Ce fut une véritable catastrophe naturelle avec d'importantes pertes en vies et d'importants dégâts matériels⁷⁷ ; la catastrophe de Nsam Efoulan le 14 février 1998 ; le crash de kenyan Airways à Mbanga Mpongo à Douala en 2007 et les inondations au Nord et à l'Extrême-Nord en 2012.

Lors du conflit de Bakassi, nous avons noté une forte solidarité entre les pouvoirs publics, société civile et citoyens. Ce fut en mars 1994 que le Cameroun saisissait la cour internationale de justice suite à l'invasion nigériane en décembre 1993 à Bakassi au mépris des chartes de l'OUA et de l'ONU qui toutes deux interdisent le recours à la force dans les Relations Internationales. Le 5 septembre 2002, une rencontre est organisée à Paris entre les présidents Obasandjo du Nigeria et Paul Biya du Cameroun sous l'égide de l'ancien secrétaire général de l'ONU Koffi Annan.

Le 10 octobre 2002, le verdict est rendu en faveur du Cameroun. Les deux présidents renouvellent leur engagement de ne pas user de la force ce qui a donc abouti à la signature de l'accord de Green tree en 2005 aux Etats Unis. Le 14 août 2008, c'est le retrait effectif des forces armées nigérianes de la péninsule et le transfert d'autorité au Cameroun. Pendant ce périple, les fils et filles du Cameroun, abstraction faite de tout bord politique, culturel ou linguistique ont fait montre d'une synergie indescriptible.⁷⁸

Fondamentalement, les camerounais d'en bas, pour reprendre Jean- Marc Ela, sociologue, et Achille Mbembe⁷⁹, historien et politologue, vivent le triple élan solidaire, sociétaire et unitaire. Ceci se vérifie à l'aune de l'expression

⁷⁷ Le Lac a coûté la vie à 1800 personnes, le bétail est décimé, la faune aussi.

⁷⁸ Ngui, R. E., environ 50 ans, journaliste, Yaoundé, 15 avril 2016.

⁷⁹ Achille Mbembe, *Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'Etat*, in P. Geschiere et P. Konings, *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, 1993.

socialité, de la solidarité, de la sociabilité, de l'interactivité, de l'affectivité et de la générosité. Même si de temps à autre, il y a quelques poches de conflictualité qui entachent les rapports sociaux, mais qui n'obèrent pas la longue marche vers l'unité nationale. Que vous alliez à Logbaba à Douala 3ème , à Etoug Ebè à Yaoundé VIème, à Baboutcheu Ngaleu dans le Haut-Nkam, à Muyuka dans le Sud-Ouest, à Mbengwi dans le Nord-Ouest, à Ndjohong dans l'Adamaoua, à Akom II dans le Sud, à Tokombéré dans l'Extrême-Nord, à Bibémiré dans le Nord, les populations locales des bas-fonds ressentent, en dépit de quelques pesanteurs, cette mouvance d'unité, d'intégration, d'unicité et d'uniformité dans les manières d'agir, de penser, de sentir et de faire bien que chaque localité défende, chacune dans son giron, ses singularités culturelles.

Toute chose caractérisant l'hétérogénéité socioculturelle. Actuellement, l'on peut trouver des gens qui ont leurs origines au Sud, mais qui vivent par exemple à Kousseri, et pareillement avec les gens du Nord qui vivent dans la partie la plus au Sud du Cameroun. Les anglophones qui se sont intégrés dans les régions francophones et aussi des francophones qui, aujourd'hui, sont de véritables anglophones. Ce mélange des peuples laisse quand même croire que l'unité peut être en marche. Pourtant, cela n'exclut pas la méfiance des uns envers les autres. Il y a toujours certaines allégations qui créent encore la division au sein des différentes parties du pays et aussi au sein des tribus qui existent dans notre pays.⁸⁰

B- LA PRISE EN COMPTE DE CERTAINES PESANTEURS POUVANT ENTRAVER A LA CONSTRUCTION DE L'ETAT AU CAMEROUN

On les range en deux catégories : Les facteurs principaux et les facteurs secondaires.

⁸⁰ Entretien avec Tanko P., 40 ans, technicien, Yaoundé, 13 février 2016.

1-Les facteurs principaux

En dépit de la mise en place de tout ce dispositif, il s'avère que les questions liées à l'unité nationale sont difficilement comprises dans notre société en général et par les jeunes en particulier. Le tribalisme, la question anglophone, les minorités, le conflit entre autochtones et allogènes, le chômage des jeunes. En principe tous les camerounais devraient se sentir à l'aise partout où ils se trouvent sur le territoire national. Ce qui n'est pas souvent perceptible, des discours contraires à l'intégration nationale sont enregistrés à longueur de journées, les natifs du Nord- Ouest et du Nord vivant au sud se considèrent le plus souvent ne pas être chez eux. Or ce sentiment d'exclusion est contraire à l'esprit de la réunification du Cameroun, complément de notre indépendance. L'exclusion, la marginalisation, la discrimination, le tribalisme et autres sont des obstacles qui ont des conséquences néfastes sur le développement du Cameroun, à savoir les migrations irrégulières et clandestines, la traite, le trafic et la grande criminalité.

*** Le tribalisme**

Par Tribalisme, on entend, une priorité accordée à une tribu au détriment d'une ou de plus d'une autre. Aussi l'idéologie tribaliste est-elle un ensemble de croyances que les hommes se font de leur existence, autour desquelles ils organisent leur vie présente, et grâce auxquelles ils entreprennent de modeler leur avenir. Cet ensemble de croyances affirme la prépondérance d'une tribu sur les autres.

C'est donc un comportement, une conduite pratique, une forme d'organisation du rapport social à l'Autre qui ne fait pas partie de la même tribu que celle dont on se réclame. Ainsi le Cameroun indépendant, bien que jeune, draine déjà une vieille tradition de tribalisme dont les manifestations se donnent à voir sporadiquement dans des affrontements physiques, politiques et intellectuels des individus ou des groupes ethniques différents.

Dans l'idéologie tribaliste cependant ces différences sont affectées d'un traitement particulier : elles sont converties en facteurs d'infériorisation de l'Autre, ou de supériorité qu'on s'adjuge sur l'Autre. Elles deviennent ainsi le prétexte au droit qu'on se reconnaît d'agresser l'Autre, de l'exploiter, ou de le dominer. On identifie l'Autre comme inférieur, et s'identifie soi-même comme supérieur. On s'autorise du rapport ainsi saisi en termes d'infériorité et de supériorité pour se reconnaître un prétendu droit sur l'Autre : le droit de l'agresser, de l'exploiter, de le dominer, ou commander, etc. Ce droit lui-même fournit l'alibi d'une action pratique d'agression, d'exploitation, de domination.

Sa matérialité s'appréhende dans la façon dont elle est ritualisée dans les conduites quotidiennes, les formes d'organisation de la vie socio-économique, associative, politique, culturelle, etc., et va même jusqu'à prendre corps dans des groupes organisés, et s'il se peut, institutionnalisés. D'où vient le tribalisme ainsi compris comme idée et pratique, c'est-à-dire comme pratique d'une certaine idée, implicite ou explicite, qu'on se fait de l'Autre, ou plus exactement des autres ? Depuis la promulgation de la constitution du 18 janvier 1996, les Camerounais ne se sentent plus chez eux partout au Cameroun. Lorsqu'ils voyagent d'une province à l'autre, ils savent qu'ils vont à l'étranger, puisque leur loi fondamentale prévoit de les considérer, à leur arrivée dans la nouvelle région comme des allogènes et, surtout, de protéger les autochtones considérés alors comme minoritaires.

Cette ségrégation ethnique, cet apartheid tribal dont la loi fondamentale est la garante, nuit à l'unité nationale, détruit l'intégration nationale acquise de haute lutte et traduit le type de système politique sous lequel croupissent les Camerounais: Une dictature aveugle qui tire son énergie de l'exclusion sociale et politique des communautés ethniques, *Le Jour*.⁸¹

⁸¹ Entretien avec E. Nguete, environ 40 ans, journaliste, Yaoundé, 13 avril 2016.

Photo n° 4: Le monument de la réunification du Cameroun



Source : <https://www.google.com/searchq=monument+du-cinquantenaire>.

Le Monument de la réunification est situé à Yaoundé et construit au début des années 1970 pour célébrer la réunification du pays. Le monument principal, en forme de spirale, représente deux serpents dont les têtes fusionnent symbole de la réunification du Cameroun français et du Cameroun anglais le 1^{er} octobre 1961. La statue représente un vieil homme portant cinq enfants ainsi que le flambeau national.

*** Le repli identitaire**

En mars 2008, quelques jours après les graves troubles socio-politiques qui ont secoué plusieurs villes du pays, dont la capitale, est paru dans le quotidien d'Etat Cameroon Tribune un texte écrit par des cadres du RDPC originaires du Mfoundi, signé notamment par le ministre de la santé, André Mama Fouda et le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Yaoundé Tsimi Evouna, le texte demandait « aux prédateurs venus d'ailleurs » de « quitter rapidement et définitivement (notre) sol. Car ils n'y seront plus jamais en sécurité ».

Le message de cette déclaration était claire pour tout le monde : il visait les bamiléké, originaires de l'Ouest du pays et nombreux à Yaoundé, les accusant d'avoir été les instigateurs des émeutes. Qualifié de « pamphlet de la haine » par quelques commentateurs, ce texte qui aurait provoqué un scandale ailleurs, n'a donné lieu qu'à une brève polémique, amenant seulement Tsimi Evouna à regretter son « ton peu belliqueux ». Cette absence de réactions n'a cependant étonné personne.

Du 20 mai 1972 à nos jours, j'ai toute la force et la raison de croire que le but de cette autrefois chère unité, est perdu de vue. Sinon, nos ancêtres ne l'auraient appelé unité nationale. Car pour moi, cette cinquantaine d'années a tout simplement permis de créer clivage, écart, disparité, etc. entre les Camerounais, selon l'appartenance géographique, tribale, ethnique, clanique, religieuse, sociale.

L'unité nationale du Cameroun signifie unité non seulement géographique, mais aussi unité du peuple. Je peux dire qu'elle souffre d'une carie qui a forcé l'arrachement d'environ 28 dents. Ainsi, il est possible de sauver les 4 dents, et mortel d'avoir une bouche édentée. Il est temps aujourd'hui de voir un dentiste qui n'est personne d'autre que vous et moi.⁸²

Pourtant, dès son début au pouvoir, Ahidjo a eu un traitement ambigu de la question ethnique. Arguant de la nécessité de construire « l'unité nationale », il a pris un certain nombre de mesures à gommer les identités régionales.

Le préambule de la constitution adoptée en 1972 stipulait : « Le peuple camerounais, fier de sa diversité culturelle et linguistique, élément de sa personnalité nationale qu'elle contribue à enrichir, mais profondément conscient de la nécessité impérieuse de parfaire son unité, proclame solennellement qu'il constitue une seule et même nation, engagée dans le même destin et affirme sa volonté inébranlable de construire la patrie camerounaise sur la base de l'idéal de fraternité, de justice et de progrès ». L'instauration en 1966 du parti unique devait aussi permettre de sublimer les identités ethniques, le multipartisme faisant, d'après Ahidjo, le lit du tribalisme. De même, avec les regrettables événements d'Ambam-Kyossi dans le conflit qui a opposé les bamouns et les bulus, les motos-taximan et les populations de Deido en 2011, ce qui a valu d'interdire l'accès à ces automobilistes de circuler dans cette de la région du littoral.

2-Les facteurs secondaires

Comme facteurs secondaires, nous avons le bilinguisme et la pauvreté.

*** Le bilinguisme à géométrie variable**

La double colonisation Franco-britannique a fait du Cameroun un pays bilingue dont l'Anglais et le Français constituent les deux langues officielles. Mais il convient de constater que les camerounais ne sont pas bilingues, selon

⁸² Abladam Darahalaye, E., environ 30 ans, doctorant, Yaoundé, 10 mai 2016.

que l'on se trouve dans une région précise, l'on constate une concentration linguistique soit le français dans la zone francophone soit l'Anglais dans la zone anglophone ; ce qui ne facilite pas l'intégration nationale.

*** Le poids de la pauvreté**

La pauvreté est un obstacle à l'épanouissement de la population. Au Cameroun plus de la moitié de la population vit sous le seuil de la pauvreté ce qui fait que la majorité de la population camerounaise n'a pas la parfaite maîtrise ou connaissance de son pays, faute de moyens de déplacement. Depuis son arrivée au pouvoir, Biya multiplie pourtant les déclarations condamnant les détournements de fonds publics et la corruption en général.

En 2004, lors de la campagne pour l'élection présidentielle, il avait ainsi promis : « nous sanctionnerons sans pitié la fraude et la corruption qui sont, pour une bonne part, à l'origine de nos difficultés. Fin 2005, il a souligné « une totale incompatibilité entre les efforts que nous déployons pour faire reculer la pauvreté et l'enrichissement scandaleux de quelques-uns. Le détournement des fonds publics se fait, faut-il le rappeler au détriment de la communauté nationale. En novembre 2009, le président a fait mine de s'inquiéter à nouveau de « l'inertie, la corruption et le détournement des biens publics qui affectent l'image de notre pays et nous privent de tant de satisfactions, notamment de centre de santé, de routes, de salles de classe pour ne citer que ces quelques priorités ».

C'est ainsi que lors des différentes élections, nous constatons un vote partisan au cours duquel certains politiques sont à coloration ethnique ou tribale et du coup au lieu de voter pour les idées, on vote plutôt pour les hommes parce qu'ils sont soient frères ou encore amis. Malgré les turbulences et l'instabilité qu'a connue le Cameroun dans la quête de l'unité et l'intégration nationale, celles-ci ont connu des avancées importantes, qui confèrent au pays l'image d'un îlot de paix dans une Afrique tourmentée. L'on ne doit cependant pas perdre de vue qu'une nation camerounaise unie et prospère reste à parfaire.

II-LA NECESSITE DE CONSOLIDER L'INTEGRATION AU REGARD DES ENJEUX

Tout commence avec la constitution de 2 juin 1972 qui constituait un tournant paradigmatique dans l'histoire politique du Cameroun. L'Etat unitaire institué en 1972 est caractérisé par la réaffirmation des principes d'unité du pouvoir ou de la souveraineté, d'indivisibilité du territoire et d'indivisibilité du peuple et de rattachement à la citoyenneté unique. Le gouvernement à travers les mesures de renforcement et la répression de certaines attitudes qui nuisent à la cohésion ; les peuples à travers le brassage des cultures ont un rôle important à jouer.

A-LES MESURES DE RENFORCEMENT DE L'UNITE ET DE L'INTEGRATION AU CAMEROUN

Elles se traduisent par l'action informelle et l'action sociétale

1-L'action informelle

L'éducation constitue un processus continu, car on ne cesse d'apprendre, jusqu'au dernier soupir. L'école seule ne pouvant tout faire, l'éducation familiale est déterminante pour la formation du caractère de l'enfant. Elle complète et renforce l'éducation formelle. Les parents doivent assurer une bonne orientation éthique aux enfants en leur enseignant les règles élémentaires de la vie en société, en leur donnant des leçons de la vie pratique.

Pour ce faire, ils doivent montrer le bon exemple en veillant à la saine orientation et à l'édification religieuse des enfants. L'éducation des enfants à la citoyenneté doit être renforcée et intensifiée à l'école primaire et secondaire. Les parents sont les pionniers et les derniers enseignants de l'enfant (avant, pendant et après la scolarisation). Autrement dit, il revient prioritairement aux parents d'encadrer l'enfant. L'école et les autres acteurs ne jouant que de rôles ponctuels dans la mesure où ils ne peuvent entretenir de rapports permanents avec lui tout au long de sa vie.

L'église ⁸³ occupe une place de choix dans l'éducation, étant donné qu'elle a pour mission principale d'enseigner l'amour, la fraternité, le pardon, la tolérance pour ne citer que ceux-là. Les dix commandements sur lesquels insistent toutes les religions sont inscrits dans l'esprit de chacun ; il s'ensuit donc que l'un des moyens pour éliminer la déviance consiste, pour les parents, à inculquer l'éducation religieuse dans l'esprit et l'âme de leurs enfants. Les convictions éthiques sont enracinées dans la foi religieuse et celle-ci exerce une forte influence sur le mode de vie des croyants.

Les canons religieux commandent aux croyants à cultiver la rectitude morale partout, et en toutes circonstances. Wilfried Best souligne que « chaque religion comporte un code de règles devant guider ses adeptes et leur inculquer le sens du bien et du mal ». Emile Durkheim a estimé, depuis le 19^{ème} siècle, que toute société devait avoir une religion. Selon lui, la religion joue le rôle vital de stabilisateur, de régulateur et de catalyseur qui permet la préservation d'une société saine et équilibrée. Par implication, et en guise de conclusion, la religion est, de ce fait, indispensable pour l'unité organique et la survie du système.

2- L'éducation sociétale

Ici, il du milieu hors du contrôle des trois autres piliers de l'éducation. Il regroupe toutes les forces externes auxquelles l'individu est exposé et dans lesquelles il évolue. Ces forces exercent toutes sortes d'influences (bonne et mauvaise) sur lui. Il s'agit des groupes associatifs et le rôle des médias

*** Les associations politiques**

Il apparait important d'opérer une distinction entre les véritables partis politiques et les partis imposteurs⁸⁴. On distingue trois catégories partis politiques en fonction des cas : Les partis dits de « la mallette » c'est-à-dire ceux qui n'existent que sur papier ; les partis « familiaux », sont ceux qui sont

⁸³ Le mot « église » désigne ici toute confession, dénomination, organisation ou famille de croyants, que ce soient les chrétiens, les musulmans, les bouddhistes ou les hindous.

⁸⁴ Adopté de Commonwealth Foundation. Non- Governmental Organisations: Guidelines for good Policy and practice. Londres, 1995, p.31.

constitués et gérés par le mari et sa femme, ou encore par la famille élargie et les partis « saisonniers », ceux qui refont surface lorsqu'il y a une occasion de grappiller des fonds ou d'autres avantages matériels. Tels l'ombre, on ne les voit que lorsque brille le soleil. Constitués essentiellement dans l'optique du profit matériel, ces partis peuvent difficilement contribuer à l'édification d'une société non déviante. Tout compte fait, ce sont des partis déviants qui, la plupart du temps, œuvrent comme vecteurs de la déviance.

Les partis politiques authentiques, quant à eux, peuvent contribuer, de plusieurs manières, au moulage du caractère à travers l'institution d'un code d'éthique qui prévoit de sanctions positives et négatives ; la mise en place des cadres institutionnels pour la formation permanente des cadres et l'organisation des séminaires réguliers pour s'adapter aux mutations qui interviennent régulièrement dans l'environnement national et international.

***Le rôle des médias**

Encore appelés le quatrième pouvoir, les médias ont ou jouent un rôle très important notamment de catalyseur dans le moulage du caractère ; leur puissance n'étant plus à démontrer du fait qu'aujourd'hui, ils sont devenus le « 4^{ème} pouvoir » de la société. Ils sont en train de devenir le premier pouvoir de facto à l'ère des TIC, et peuvent se servir de ce pouvoir à de bonnes fins, pour promouvoir les idéaux de discipline intrinsèque.

Ce travail doit être permanent, la répétition étant la mère de la pédagogie. Ne dit-on pas qu'une idée est mieux assimilée par le cerveau et acceptée par les gens, si elle est répétée tout le temps ! Dans cette optique, l'on pourrait concevoir des programmes éducatifs à diffuser dans la presse et à travers les médias électroniques. Un bon exemple en est l'émission, « changement de mentalité », que diffusait Radio Cameroun dans les années 1970. Ce genre d'émission a besoin d'être ravivé.

En effet, le Président Biya a souligné cette nécessité deux semaines après son arrivée au pouvoir en 1982, et il l'a rappelé vingt-quatre plus tard, dans son

discours de clôture du 3^{ème} congrès extraordinaire du RDPC, en 2006. Eu égard à tout ce qui précède, le rôle parental est le pivot autour duquel se dresse les trois autres piliers pour assurer l'équilibre de l'éducation. Les parents, à l'image du policier qui règle la circulation, servent de guide à l'enfant. Comme souligné un peu plus haut, la répétition étant la mère de l'enseignement, il revient aux parents de rappeler constamment à l'enfant l'importance de ces quatre piliers sur lesquels repose l'éducation, de tout temps. Personne d'autre n'est indiqué pour mieux le faire. C'est pourquoi nous avons mentionné plus haut que les parents restent et demeurent les pionniers et ultimes enseignants de l'enfant.

Le brassage des cultures à travers les fêtes culturelles et les mariages interethniques contribuent aussi d'une manière ou d'une autre à renforcer la cohésion sociale.⁸⁵ L'histoire des peuples du Cameroun n'a commencé ni en 1885 et encore moins en 1960. Le peuple Camerounais s'est constitué dans le temps par les successions de séparation et d'unions, brassant de la sorte le patrimoine culturel d'origine. En vérité, il existe beaucoup plus de similitudes que de divergences entre ces 280 groupes ethnolinguistiques qui composent le Cameroun d'aujourd'hui. Si l'aspect folklorique (vestimentaire, culinaire, danses...) tend à nous séparer, rappelons- nous combien les fondements initiatiques et culturels véritables (cosmogonie, emblèmes initiatiques, modèles d'organisations...) nous unissent.

Par les temps qui courent, l'unité nationale et l'intégrité du Cameroun étant mis en péril par des intérêts surnois tapis dans l'ombre, de nombreux camerounais continuent de perdre la vie, la solidarité du reste demeure extrêmement timide, il apparaît important de crier haut et fort que sommes tous un ! La Nation Camerounaise n'est pas le fruit du Hasard! Elle a été voulue, pensée et construite pour être un témoignage de ce que les Hommes peuvent vivre ensemble peu importe les divergences apparentes. Elle a été conçue pour

⁸⁵ Entretien avec Fanta G., 35 ans, secrétaire, Yaoundé, 8 février 2016.

symboliser l'Unité dans la diversité, le partage et le brassage des cultures, l'échange entre les croyances.

Le Cameroun est un laboratoire d'expérimentation d'un modèle qui doit être exporté à l'échelle africaine, puis planétaire, et enfin Universelle. Prenons en conscience : Notre Patrie est un joyau qu'il nous faut préserver pour donner raison à ceux qui, depuis des temps immémoriaux, ont donné leurs larmes, leur sang et leur sueur pour que ce qui allait devenir le Cameroun, soit !

B-LES ENJEUX DE CONSTRUCTION D'UNE NATION

Depuis l'accession du Cameroun à l'indépendance, le développement et la paix font partis des objectifs poursuivis par les dirigeants de ce pays pour hisser celui-ci au rang des nations politiquement stables. Ainsi, du point de vue qualitatif que quantitatif, le Cameroun demeure l'un des havres d'autosuffisance alimentaire en Afrique et dans le monde, ceci tient évidemment à la stabilité de son système. Il ne peut y avoir de développement sans la sécurité qui, quant à elle, conditionne la paix, et la paix en retour sous-tend la stabilité des systèmes.

1-La stabilité politique

La relative stabilité politique du Cameroun peut s'expliquer d'une part par la grande réussite de ses dirigeants en quête d'un « objet-valeur » (stabilité, sécurité, durabilité et progrès de la nation)⁸⁶ et d'autre part par crainte d'un danger extérieur. Le Cameroun comme l'estime bon nombre d'observateurs avertis est non seulement un havre de paix, mais aussi et surtout un modèle de stabilité et de sécurité en Afrique voire dans le monde. A l'aune d'une grille de lecture fondée sur la démarche scientifique chère à Gaston Bachelard (observation, hypothèse, vérification, loi), l'essayiste talentueux découvre une : la durabilité et la stabilité du système politique camerounais procèdent du leadership charismatique de son chef de l'Etat Paul Biya, au commande de ce

⁸⁶ Nkobena B.F., *Sacerdoce politique et stabilité des systèmes : Le paradigme Paul Biya*, PUF, 2008, p.5.

pays depuis novembre 1982 ; il apparaît donc comme un sujet-héros qui a trouvé son objet-valeur, affirme Dr Nkobena (PUY, 2000 :5-6)⁸⁷. Parti de l'observation des faits(le régime politique camerounais est durablement stable, en dépit des remous éphémères qui, de temps en temps, provoquent le frémissement de ces eaux calmes), il poursuit en émettant un hypothèse centrale(il existe un lien de causalité entre les qualités de leadership de monsieur Biya et la stabilité du système) et valide ensuite cette hypothèse centrale par la confrontation de cette assertion cardinale avec les réalités historiques, politiques, économiques, sociales et culturelles du Cameroun postcolonial.

2-La bonne gouvernance : Gage de paix et de développement

Ferdinand Kapanda M. et Kheimais proposent une définition beaucoup plus de la bonne gouvernance. Elle s'appréhende comme « l'exercice de l'autorité politique, économique, administrative pour gérer à tous les niveaux les affaires d'un pays. Elle comprend de ce fait les processus, les mécanismes et les institutions au moyen desquels les citoyens et les divers groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits, assurent leurs obligations et négocient pacifiquement et conformément à des lois, donnant une chance égale à tous et toutes, leurs différends et leurs conflits ».⁸⁸ D'où parfois La gouvernance laxiste et criminalisée du régime peut être source d'importantes incidences sur l'ensemble de la société tant sur le plan économique que comportemental.

En février 2008, les populations avaient manifesté contre la cherté de la vie. En 2010, la vie était devenue un casse-tête pour la majorité des 20 millions des camerounais ; 40% d'entre eux vivaient avec moins de 2 dollars par jour. La situation s'est aggravée au fil des années, tout particulièrement dans les zones rurales, où plus de la moitié de la population est pauvre.

⁸⁷ Nkobena B.F., *Ibid*, p.5-6.

⁸⁸ Kapanga M.F., *La bonne gouvernance et le développement humain*, P.9

Dans l'ensemble du pays, la malnutrition des enfants est plus élevée qu'en 1990, touchant un tiers d'entre eux. L'accès aux services publics ou de base est limité pour beaucoup. L'eau potable est par exemple un luxe : seulement 29% des camerounais sont raccordés au réseau de la *Cameroon Water Utilities Corporation*(*Camwater*). Ils ne sont cependant pas assurés de voir le précieux liquide couler en permanence de leurs robinets : Les coupures sont nombreuses, notamment à Yaoundé et Douala.

Tout au long de l'année 2010, de nombreuses zones des deux villes ont aussi vécu sans eau courante pendant plusieurs jours d'affilée et pour d'autres pendant plusieurs semaines. Quant à l'eau des puits où s'approvisionnent les habitants des quartiers populaires, elle est impropre à la consommation « du fait de la contamination fécale », a reconnu en 2010 le ministre de la santé. Les populations, qui vivent pour beaucoup dans des zones marquées par l'insalubrité et la promiscuité, n'ont pourtant d'autre choix que de l'utiliser. Les maladies prospèrent par conséquent : en 2010, une grave épidémie de choléra s'est déclenchée dans la région de l'extrême-Nord et s'est rependu rapidement sur l'ensemble du territoire. Près d'un an après son apparition, elle n'était toujours pas jugulée et avait fait plus de 750 morts. Les malades n'ont que peu de chance de se faire soigner correctement, les autorités consacrent très peu d'argent à la santé : le secteur occupe 8% du budget de l'Etat, un chiffre bien au-dessous de la norme de 15% adoptée à Abuja par l'Union Africaine en 1991. La population est le moteur de développement, mais lorsqu'elle a faim ou malade, elle ne peut pas d'une manière ou d'une autre contribuer au développement d'une nation, au contraire, source de menaces et de ce fait pourrait annihiler toute perspective de développement.

En 2007, l'Ambassadeur des Etats-Unis à Yaoundé, Niels Marquardt, n'a estimé que le climat des affaires dans le pays « fait parfois peur », soulignant que peu « peu d'investisseurs, sauf les plus courageux, oseraient risquer leurs biens dans une telle situation ». « D'année en année, et en dépit des critiques

formulées au gouvernement, la morosité reste ambiante et le statut quo de règle », a dit pour sa part la Banque Mondiale en 2009, parlant d'un environnement des affaires « délétère ».

Au final, la croissance économique est décevante. Si le pays a renoué, à partir de 1994, avec des taux de croissance positifs, ils sont largement insuffisants pour développer le pays. Si ses infrastructures routières, portuaires, son alimentation en électricité et ses télécommunications étaient du niveau de celles de l'île Maurice, le pourrait avoir une croissance de son PIB par habitant supérieure de 4,5 points d'après les calculs de la Banque Mondiale.

L'institution regrettait en 2010 que le pays n'ait pas mis à profit les importantes remises de dettes, dont il avait bénéficié avec l'atteinte, en 2006, du point d'achèvement de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) et au titre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale. Grâce à cet allègement, le Cameroun aurait pu largement investir dans des secteurs importants comme la santé, l'éducation et les infrastructures, et avoir une croissance de 5% ou 6% comme cela a été le cas pour la Ghana, soulignait la Banque mondiale.

Eu égard à tout ce qui précède, dans une perspective de préserver l'unité et l'intégration nationale au Cameroun ? le Gouvernement gagnerait à tendre une oreille plus attentive à l'interpellation des régions anglophones qui, au-delà de certains actes, voudraient faire entendre leur voix dans les sphères de décisions, ou alors voudraient être mieux prises en compte aussi bien dans le processus de développement du pays que dans la redistribution des revenus nationaux, en fonction des besoins réels de chaque région. Il suffit juste parfois d'une bonne dose de volonté de part et d'autre pour que les divergences s'estompent et laissent primer l'intérêt national comme les camerounais l'ont témoigné lors des différentes participations des lions indomptables aux grands rendez-vous sportifs.

CONCLUSION GENERALE

Il nous a été assigné dans ce travail d'évaluer, d'analyser la dynamique évolutive du discours politique au Cameroun. L'investigation menée nous a permis de comprendre que cinquante ans après les indépendances, il reste évident que l'idéologie de construction de l'Etat au Cameroun commencée depuis son accession à la souveraineté internationale, poursuit son bonhomme de chemin et constitue la force permanente de mutation du discours politique au Cameroun et par ricochet la forme même de l'Etat camerounais⁸⁹.

Malgré les diversités culturelles et ethniques qui composent le pays, force est de constater que les dirigeants camerounais ont toujours placé l'entreprise d'édification de l'Etat sous le double sceau de la construction de l'unité et de l'intégration nationale ou encore de l'édification de la république démocratique une et indivisible⁹⁰. En effet, chacun des dirigeants comporte des traits particuliers qui permettent de s'adapter aux réalités socio-économiques, culturelles, sociologiques et politico-administratives de chaque époque.

Toutefois, l'objectif, de construction de l'Etat à travers les slogans d'unité et d'intégration nationale et surtout de culture de sentiment des sujets d'appartenir à une seule nation et de contribuer comme un seul homme à sa construction avec un ardent désir de vivre ensemble est-il effectivement atteint ? Tout au long de la présente étude, il ressort que l'effectivité de cette œuvre constructrice ne se traduit pas toujours par son efficacité dans les faits ou sa réalité. L'on arrive donc à penser que les efforts pour la consécration des principes d'unité et d'intégration fournis par les dirigeants à eux seul ne suffisent pas pour construire une nation unie et harmonieuse. Encore faut-il les préserver de toutes atteintes ou de tout acte pouvant nuire à l'unité nationale

⁸⁹ Augustin K. KOUOMEGNI, *idéologie et institution politique : l'impact de l'unité nationale sur les institutions politiques de l'Etat camerounais*, p.443

⁹⁰ Sokeng L.D., *cinquante ans de réformes politique et constitutionnelle : une quête d'un modèle camerounais de démocratie*, in D. Abouem A Tchoyi et S. C. M'BAFOU (dir.), *50 ans de réforme de l'Etat au Cameroun*, Harmattan, 2013 p. 444.

(intérêts égoïstes, antagonismes religieux et actes de sécession, survivance des groupes de nature ethnique, tribale ou régionale).

Dans ce sens, l'Etat camerounais a le devoir d'assurer la sécurité nationale sans laquelle tous ses efforts de construction nationale seront vains⁹¹. Celle-ci permet de garantir « la paix sans laquelle aucune œuvre de construction nationale n'est possible »⁹². L'unité nationale est donc une œuvre de longue haleine qui demande non seulement la patience, mais également à être consolidée tous les jours⁹³. Certes, elle constitue la véritable idéologie autour de laquelle se construit en permanence l'Etat du Cameroun.

Mais la multiplicité des centres d'influence plus ou moins autonomes parfois adossés à la grande diversité sociologique qui caractérise le pays, apparait comme un danger virtuel pour la construction de la jeune nation. Il y a lieu de reconnaître que malgré les turbulences qu'a connues depuis lors l'évolution du monde, une étape importante de la construction de l'Etat-nation a été franchie de manière particulière et significative.

Nourries par l'histoire, la volonté de vivre et de bâtir ensemble une nation, l'unité, la cohésion et l'intégration ont enregistré des avancées significatives, qui confèrent au pays l'image d'un îlot de paix dans une Afrique tourmentée⁹⁴.

La Vérité historique nous appelle donc aujourd'hui plus que Jamais, à l'Union et à la Solidarité face à toute tentative de manipulation, de déstabilisation ou de division. Sachons rebâtir le cœur de l'Afrique, le centre du Monde. Cette œuvre de construction ne saura porter fruit qu'à travers la connaissance et le partage. Il faut apprendre à se connaître, à connaître l'Histoire et les fondements réels de son Peuple, à aller à la rencontre de l'autre pour apporter sa contribution au grand rendez-vous du Donner et du recevoir national. Bâtir ensemble la Culture Nationale.

⁹¹ ATANGANA AMOUGOU J-L., Ibid.

⁹² Allocution du président Ahidjo prononcée devant l'Assemblée Fédérale le 20 mai 1972.

⁹³ E. DIKI, « Le Cameroun à l'épreuve des conflits interethniques, Cameroun, » Actu, le portail de l'information et d'enquêtes sur le Cameroun, 2011.

⁹⁴ Cameroun Vision 2035, 2009, p.7.

Comme l'a si bien relevé un homme politique prenant en exemple la communion entre Chrétiens, Musulmans et Animistes: « C'est par la connaissance mutuelle et profonde de nos legs, que cette Jeunesse, saura mieux construire le Cameroun qui nous est si cher ! ». Les résultats obtenus ce jours sont le fruit d'un long processus, c'est dire avec Aimé Césaire⁹⁵ que « la nation n'est pas une création, mais un mûrissement, une lenteur année après année, anneau après anneau ».

⁹⁵L. Toussaint et A. Césaire « La révolution française et le problème colonial, Paris, Présence africaine, 1981.

SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I- SOURCES

A- Recueils de presse, lois et décrets et Archives

- Recueils de presses

- Jean-François Bayart, ‘ *la société politique camerounaise (1982-1986)*,
- *La politique africaine*, n°62, 1986.
- *Cameroon Tribune*, n°4347 du 02 juillet 1990.
- *Cameroon Tribune*, n°2950 du 13 avril 1984, p.6-7
- *Challenge hebdo*, n°0037 du 19 au 26 juin 1991
- *Mutation*, n°210-211 du 24 janvier 1991
- *Le Messager*, n°343 du 04 novembre 1997
- *Hebdomadaire*, n°014 du 12 novembre 1982

- Recueils de lois, décrets et ordonnance

- Loi n°61-24 du 1^{er} septembre 1961 portant révision de la constitution du 04 mars 1960.
- Loi n°90/056 du 19 décembre instaurant le multipartisme.
- Loi n°91/002 du 23 avril 1991 portant amnistie des infractions et condamnations politique.
- Projet de loi n°471/PJL/AN relatif aux partis politiques
- Projet de loi n°511/PJL/AN portant réhabilitation de certaines figures historiques de l’histoire du Cameroun.
- Projet de loi n°468/PJL/AN portant sur la liberté d’association
- Décret n°2001/306 du 8 octobre 2001 précisant les modalités d’application de la loi n°2000/016 du 19 décembre 2000 portant création d’un Observatoire National des Elections(ONEL).
- Ordonnance n°62/OF/18 du 12 mars 1962 portant répression de la subversion.

- Archives

-ANY A.P.A 11805/Yaoundé, 1916-1928

-ANY A.P.A 12348,circonscription de Yaoundé, rapport trimestriel,1960-1990

B- Sources numériques

<https://www.google.com/searchq=monument+du-cinquantenaire.>

<https://www.google.com/search q=monument+du-cinquantenaire>

Sources : Histoire du Cameroun Ed. CEPER 1979 / www.prc.cm / www.spm.gov.cm

<https://www.google.com/search q=langues ethnies du-Cameroun>

C- Sources orales

Noms et prénoms de l'informateur	âges	Fonctions	Date et lieux de l'entretien
Aboubakar OUSMANE M.	Environ 60 ans	Écrivain	Yaoundé, 21 Janvier 2016
Ananie RABIER B.	Environ 65 ans	Journaliste	23Mars 2016
Ousmanou	Environ 60 ans	Sans fonction	Garoua 06 Janvier 2016
MANA Mamos	Environ 30 ans	Magistrat	Yaoundé 12 Mars 2016
Kidmo. K.	Environ 67 ans	Ancien combattant	Yaoundé 12 Avril 2016
Nguele E.	40 ans	Journaliste	Yaoundé 28 Février 2016
Nguy R. E.	Environ 50 ans	Journaliste	Yaoundé 15 Avril 2016

Tanko P.,	40 ans	Technicien	Yaoundé 13 Avril 2016
Abladam D.	Environ 30 ans	Doctorant	Yaoundé 16 Mai 2016
Saibou I.	Environ 45 ans	Directeur ENS Maroua	Maroua, 8 Janvier 2016
Fanta. G.	35 ans	Secrétaire	Yaoundé, 8 Février 2016

D-Les Mémoires et Thèses

-Les Mémoires

Gislain Takouo, L.T., “La dynamique de la construction nationale au Cameroun (1884-1984)”, Mémoire de Maitrise en Histoire, UY1, 2013.

Manaritanga, Z., “La problématique de la bonne gouvernance au Cameroun, Rapport de stage au PNG”, IRIC/UYII, 2008.

Bodo Messina, T., “De la conférence de la table ronde(1959) à la conférence nationale souveraine(1991) : permanence de l’attitude des acteurs politiques camerounais”, Mémoire de Maitrise en Histoire, UYI, 2008.

Torrent, M., “Des partages coloniaux aux frontières culturelles :(ré) unification et marginalisation du Cameroun méridional (1954-1961)”, Mémoire de Maitrise en Histoire, UYI, 2008.

- Les Thèses

Olinga, M., “Aspects de la construction nationale après les indépendances camerounaises : Le désir de sécession (1960-2009)”, Thèse de doctorat 3^e cycle en Histoire, Paris 2011.

Chouala, Y.-A., “Désordre et ordre dans l’Afrique centrale actuelle : démocratisation, conflictualisation et transition géostratégique régionale”, Thèse de doctorat 3^e cycle en RI, IRIC/UYII, 1999.

Mabou M., “Ethnicité et média : analyse du discours identitaire dans la

presse camerounaise”, Thèse de HDR en science de la communication, Université de Lyon II-Lumière, Institut d’étude politique de Lyon, 2011.

Sindjoun, L., “Construction et déconstruction locale de l’ordre politique au Cameroun ; La sociogenèse de l’Etat”, Thèse de doctorat de l’Etat en science politique, UYII, 1994.

Lekene Donfact, “l’expérience du fédéralisme camerounais : les causes et les enseignements d’un échec”, Thèse de doctorat, Université de Clermont I, Tome I, 1979.

II- REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

A- Articles

-JEAN F. Bayart, “Régime de parti unique et système d’inégalité et de domination au Cameroun : esquisse”, *Cahiers d’études africaines* n°69/70,1978, p. 5-47.

-JEAN F. Bayart, Peter Geschiere, Francis Nyamnjoh, “Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique”, *Critique internationale* n°10, janvier 2001.

- JEAN F. Bayart, “L’Union Nationale Camerounaise”, *Revue française de science politique*, vol. 20, n° 2, 1970.

- Pommerolle M.E., “La démobilisation collective au Cameroun : entre régime post-autoritaire et militantisme extraverti”, *Critique internationale*, n°40, presses de sciences Po, 2008.

- Williame J.C., “Les avatars d’un libéralisme planifié”, *Politique africaine*, n°18, paris, 1985.

Anonyme, “le problème anglophone au Cameroun dans les années 1990”, *Politique africaine*, n°62, juin 1996.

- Emagna M., “Les intellectuels camerounais sous le régime Ahidjo (1958-1982)”, *Afrika Focus*, vol. 12, n°1-2-3, 1996.

-Georges Courade, Luc Sindjoun, “Le Cameroun de l’entre-deux”, *Politique africaine*, n°14, 1984.

B- OUVRAGES

-OUVRAGES METHODOLOGIQUES

-N’DA, P. *Méthodologie et guide pratique du mémoire de recherche et de la thèse de doctorat*, Harmattan, 2007.

-Beaud, M., *L’art de la thèse. Comment préparer et rédiger un mémoire de master, une thèse de doctorat ou tout travail universitaire à l’ère du Net*, Paris, La découverte, 5^e éd., 2006.

-Frangnière, J.-P., *Comment réussir un mémoire ?*, Paris, Dunod, 1986.

-Grawitz, M., *Méthode de recherche en sciences sociales*, Paris, Dalloz, 11^e éd., 1993.

-Soulet, J.-F., *L’histoire immédiate. Historiographies, sources et méthodes*, Paris, Armand Colin, 2009.

-OUVRAGES GENERAUX

-Bachelard, G., *La formation de l’esprit scientifique. Contribution à la psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Librairie philosophique F. Vrin, 11^{ème} éd., 1980.

-Durkheim, E., *Les règles des méthodes sociologiques*, Paris, PUF, 1981.

OUVRAGES SPECIFIQUES

- Abwa D., *Commissaires et hauts commissaires de la France au Cameroun (1916-1960)*, Ydé, Presses universitaires de Yaoundé et presse de l’Université Catholique d’Afrique Centrale, 1998.

- Motaze A., *Le défi paysan en Afrique. Le lamido et le paysan dans le Nord-Cameroun*, Paris, Harmattan, 1990

- Mohammadou E., *histoire des ferobè du Diamare : Maroua et Pette*, Tokyo, ILCAA 1976.
- _____ *peuples et royaumes du Fombina*, Tokyo, ILCAA.1983.
- Mouiche I., *Ethnicité et pouvoir au Nord-Cameroun*, communication présentée à la 8^{ème} Assemblée Générale du CODESRIA, Dakar, 1995.
- Bah T.M., *le facteur peul et les relations islamiques dans l'Adamaoua au XIXe siècle*, in *peuples et cultures de l'Adamaoua Cameroun*, Boutrais (éd.), Paris Ostrom, Ngaoundéré Anthropos, 1993.
- Taguem Fah G.L., *Les élites musulmanes et la politique au Cameroun sous-administration française : 1945-1960*, in *peuples et cultures*, 1993.
- Ziegler., *la victoire des vaincus (oppression et résistance culturelle*, paris, éd. Du Seuil, 1988
- Burnham Ph., *The politics of cultural Difference in Northern Cameroon*, International African Library, Edinburgh University Press, London, 1996.
- Ngoh V.J., *les dessus de la réunification du Cameroun : de 1955 à 1961*, Pres print Limbe, Cameroun, 2011.
- Baskouda J.B., *kirdi est mon nom, ydé*, imprimerie saint Paul, 1938
- Gaillard Ph., *Ahmadou Ahidjo : patriote et despote, bâtisseur de l'Etat camerounais*, paris, Jalivres, Collection Destins, 1994.
- Ngayap P.F., *Cameroun : qui gouverne ? D'Ahidjo à Biya, l'héritage et l'enjeu*, paris, Harmattan, 1983.
- Bandolo H., *La flamme et la fumée*, Yaoundé, SOPECAM, 1985.
- Bayart J.F., *l'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayart, 1995 -
L'Etat au Cameroun, Paris, presse de la fondation nationale de science politique.
- Paul Biya, *Le message du renouveau*, vol 2, Yaoundé, 1992.
- Eyinga A., *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, Harmattan, 1986.
- Mongo Béti, *Main basse sur le Cameroun*, Maspero, Paris, 1972.
- Eboua S., *Ahidjo et la logique du pouvoir*, Harmattan, Paris, 1993.
- J. Richard, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, Karthala, Paris, 1986.

- Mbembe A., *Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'Etat*, in Peter Geschiere et Piet Konings (dir.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, paris, Karthala, 1993.

_____ *Le problème national kamerounais* : Ruben Um Nyobe, Harmattan, paris, Karthala, 1984.

_____ *La naissance du maquis au Sud-Cameroun*, Karthala, Paris, 1996.

- Mbida L-T., *Cameroun, des années de braise aux leçons de l'histoire*, Harmattan, Paris, 2010.

- Owona A., *La naissance du Cameroun, 1884-1914*, Harmattan, Paris, 1996.

-Tobie O.-J., *La Décennie Biya : de la grâce à la disgrâce*, Paris, Harmattan, 1996.

- Oyono D., *un parcours vital. Essai sur le renouveau camerounais*, Yaoundé, Edi. Action, 1996.

- Ndi Mbarga V., *Ruptures et continuités au Cameroun*, Paris, Harmattan, 1993.

-Gonidec, P.F., *De la dépendance à l'autonomie : l'Etat sous-tutelle du Cameroun*, AFDL, vol.3, 1957.

- Corvenin R., *le triple héritage Allemand, anglais et français*, le monde diplomatique, 1985.

- Kouomegni A.K., *Idéologie et institutions politiques : l'impact de l'unité nationale sur les institutions politiques de l'Etat camerounais*, paris 1980.

ANNEXES

TABLE MATIERES

DEDICACE.....	i
RESUME.....	ii
ABSTRACT	iii
SOMMAIRE	iv
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	vi
LISTES DES ILLUSTRATION	vii
REMERCIEMENTS.....	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE 1 : LA CARTOGRAPHIE DES GROUPES ETHNIQUES DU CAMEROUN	13
I- LES PRINCIPAUX GROUPES ETHNIQUES DU NORD-CAMEROUN	13
1- Les soudanais	14
2- Les Peuhl.....	16
3- Les Arabes	19
II- LE PEUPEMENT DE LA PARTIE SUD DU CAMEROUN	20
A- LES SEMI-BANTOU.....	20
B- Les Bantou du grand sud forestier	22
CHAPITRE 2 : AHMADOU AHIDJO ET LE « CONCEPT D’UNITE NATIONALE ».....	27
I-UNE VOLONTE MAINTES FOIS EXPRIMEE DE CONSTRUCTION NATIONALE A TRAVERS LE SLOGAN « D’UNITE NATIONALE ».....	27
A-AHMADOU AHIDJO ET LE DISCOURS DE L’UNITE NATIONALE ...	28
1-L’unification de l’Etat.....	28
2-L’unification des forces politiques.....	30
B- L’instauration de l’Etat Unitaire	31
1-la consécration de l’État unitaire.....	31
a- La volonté politique de construire un Cameroun réunifié	32

b-	La restauration de l'unité historique	35
2-	Les stratégies de construction de l'unité nationale	36
a-	Le procédé autoritaire d'unification et de stabilité politique.....	36
b-	Les difficultés de mise en œuvre du fédéralisme et l'impératif de l'unité nationale	38
II-UNE CONCENTRATION DU POUVOIR ENTRE LES MAINS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.....		40
A-LA PREPONDERANCE DU CHEF DE L'ETAT.....		40
1-	Le monocéphalisme du pouvoir exécutif.....	40
2-	Accumulation des compétences entre les mains du chef de l'État	41
B-LA CONSOLIDATION DES ACQUIS DE L'UNITE NATIONALE AU CAMEROUN		42
1-	L'institution d'un ordre constitutionnelle unique	42
2-	La déviation autoritaire de la centralisation du pouvoir	43
1-	Les autres moyens de maîtrise de pouvoir.....	44
CHAPITRE 3 : PAUL BIYA ET LE CONCEPT D'INTÉGRATION NATIONALE.....		47
I-UNE CONTINUITE DE NATURE A SATISFAIRE FIDELES ET CLIENTS.....		49
A- UNE CONTINUITÉ DANS L'USAGE ET RITES DU DISCOURS POLITIQUE		49
1-	Le souci de construction de l'État.....	50
2-	Le remaniement Ministériel.....	53
B- LA COMMUNION AVEC LE PEUPLE CAMEROUNAIS.....		54
II- LES CHANGEMENTS D'OBJECTIF A LONG TERME DONNANT UNE PERSPECTIVE A LA RUPTURE		55
A-LES MENACES A LA CONSTRUCTION DE L'ETAT AU CAMEROUN		56
B-LA CRISE ECONOMIQUE ET LES ANNEES DITES DE BRAISE AU CAMEROUN		60

1- Les facteurs ayant entraîné la crise	60
2- Les années dites de braise au Cameroun	62
CHAPITRE 4 : BILAN ET PERSPECTIVES A L'ERE DE LA MONDIALISATION	67
I-L'UNITE ET L'INTEGRATION NATIONALES AU CAMEROUN, DES ACQUIS AU REGARD DES ENJEUX	67
A-LES INDICATEURS NORMATIFS, INSTITUTIONNELS ET FACTUELS	67
1- Les indicateurs normatifs	67
2- L'unicité institutionnelle	69
3- Les indicateurs factuels	70
B- LA PRISE EN COMPTE DE CERTAINES PESANTEURS POUVANT ENTRAVER A LA CONSTRUCTION DE L'ETAT AU CAMEROUN	76
1- Les facteurs principaux	77
2- Les facteurs secondaires	81
II-LA NECESSITE DE CONSOLIDER L'INTEGRATION AU REGARD DES ENJEUX	83
A-LES MESURES DE RENFORCEMENT DE L'UNITE ET DE L'INTEGRATION AU CAMEROUN	83
1-L'action informelle	83
2- L'éducation sociétale	84
B-LES ENJEUX DE CONSTRUCTION D'UNE NATION	87
1-La stabilité politique	87
2-La bonne gouvernance : Gage de paix et de développement	88
CONCLUSION GENERALE	91
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	94
ANNEXES	101